



© INRAE / Ruffieux

PIERRE COMBRIS

Le témoignage de Pierre Combris est issu d'un entretien réalisé alors qu'il est retraité de l'Inra depuis décembre 2016. L'entretien a été mené, le 12 juillet 2018 à l'unité ALISS (Alimentation et sciences sociales) à Ivry-sur-Seine, par Christian Galant, selon le protocole d'entretien d'Archorales. L'ensemble du texte a ensuite été relu, repris et complété par écrit par Pierre Combris sur la base de questions complémentaires et de formulations nouvelles proposées pour la rédaction d'Archorales par Egizio Valceschini grâce aux documents (rapports d'activités, mémoires de concours) fournis par le témoin. Enfin, le texte a été revu par Marie-Noëlle Heinrich, le 17 août 2021, puis Odile Maeght a procédé à une dernière relecture éditoriale, le 8 novembre 2021.

POURRIEZ-VOUS PARLER DE VOTRE JEUNESSE ET DE VOTRE CURSUS SCOLAIRE ?

Je suis né le 24 août 1951 à Mâcon, en Saône-et-Loire, dans une famille de la petite bourgeoisie catholique. Ma jeunesse s'est déroulée dans l'environnement paisible d'une ville moyenne où dominaient les activités administratives et commerciales. Artisan, mon père fabriquait des présentoirs pour cartes postales, il avait repris l'affaire que mon grand-père maternel avait créée après la guerre, anticipant un développement de ce secteur avec l'essor des vacances et du tourisme. Cette activité occupait quatre ou cinq personnes dans les années 1960. Faute d'innovations, elle a décliné lentement jusqu'à la fin des années 1970, et s'est arrêtée peu avant le décès de mon père en 1981. Ma mère était à la fois femme au foyer et gestionnaire de la petite affaire familiale, une « double activité » facilitée par le fait que nous habitions à côté de l'atelier où travaillait mon père. Ma mère a toujours eu à cœur de veiller à l'éducation de ses deux enfants (j'ai un frère plus jeune). Elle était aussi très investie dans les activités sociales (l'action catholique en particulier) et culturelles, liées à sa

bonne formation musicale. Pendant toute mon enfance, je n'ai eu que très peu de rapport avec le monde agricole. Mon oncle paternel était éleveur de porcs en Auvergne, mes relations avec lui et mes cousins étaient bonnes, mais trop occasionnelles pour y chercher un lien quelconque avec ma trajectoire future à l'Inra.

Mon cursus scolaire a été très conventionnel, puisqu'il s'est déroulé pour l'essentiel dans un pensionnat de frères maristes. J'ai suivi la filière d'enseignement général que l'on qualifiait de « moderne » à l'époque et, en 1969, j'ai passé un bac scientifique à dominante maths et physique. Comme j'étais bon élève, mes professeurs m'ont orienté vers les classes préparatoires. Dans ma classe de terminale, la tradition était de pousser les bons élèves vers les écoles d'ingénieurs généralistes. Sans y avoir beaucoup réfléchi, je me suis donc retrouvé en Maths sup au lycée du Parc à Lyon. Une fois passée l'excitation d'avoir été sélectionné dans une bonne classe préparatoire, je dois reconnaître que la confrontation à la réalité de la vie de « taupin » a été plutôt difficile. Mon goût pour les maths et la physique n'a pas résisté au fait que toutes les autres

matières avaient quasiment disparu du paysage, comme d'ailleurs tout ce qui n'était pas directement lié au travail scolaire.

En choisissant l'option scientifique, je pensais acquérir une bonne formation générale et me ménager un maximum de choix pour le futur, mais mon projet à terme était de m'orienter vers le monde de l'économie et de la gestion. Je lisais un peu la presse économique et aussi des essais de prospective économique et sociale qui me confortaient dans cette perspective. Je me suis donc informé plus activement et en particulier auprès des autres élèves des classes préparatoires qui avaient choisi la voie commerciale (la prépa HEC) dont j'ignorais à peu près tout jusque-là. En discutant avec eux, je me suis rapidement rendu compte que les matières qu'ils étudiaient (philosophie et culture générale, mathématiques, histoire économique et sociale, géographie économique, langues, etc.) et les perspectives ouvertes par cette filière correspondaient beaucoup mieux à ce que j'avais envie de faire. J'ai donc demandé à rejoindre les classes préparatoires à HEC, où j'ai retrouvé le plaisir d'étudier, et une ambiance générale qui me convenait beaucoup mieux. Après deux ans de classe préparatoire, de 1969 à 1971, je suis entré à l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales) à Paris, en 1971, pour une scolarité de trois ans.

Sans que cela soit très original, ces trois années ont compté plus par la vie sociale et les activités extra-scolaires que par le contenu des enseignements de l'ESSEC, même si je dois reconnaître, avec le recul, que j'y ai appris plus de choses que je ne le pensais sur le moment. La première impression, qui contrastait avec le caractère très structuré de l'enseignement des classes préparatoires, était celle d'un fractionnement des apprentissages sans vue d'ensemble et surtout sans démarche réflexive sur les objectifs et les valeurs propres à motiver l'action. Cette impression était renforcée par le bouillonnement du débat politique qui imprégnait la vie étudiante, en tout cas celle que je découvrais au début des années 1970. Mon environnement affectif, amical et social s'est transformé et ma vision du monde,

issue d'une éducation plutôt traditionnelle et conservatrice, a changé du tout au tout. En dépit d'une offre abondante à l'époque, je ne me suis pas engagé dans le militantisme politique, comme d'autres autour de moi. Plus simplement, mais avec détermination, je décidais de chercher une voie professionnelle qui ait du sens.

Tout au long de ma scolarité, différents stages m'ont permis de découvrir des milieux professionnels très variés. Je me souviens en particulier de mon stage de fin d'études dans une agence de publicité. J'y ai appris à concevoir des études qualitatives, à construire des questionnaires et à réaliser des enquêtes. L'ambiance de travail était très agréable, mais nous devions positionner et promouvoir des produits de grande consommation sans grand intérêt. À mes interrogations sur leurs motivations et sur le sens de ce travail, les chargés d'études me répondaient que parvenir à vendre ce genre de produits constituait un « challenge », un jeu en quelque sorte... Le moins que je puisse dire est que je n'ai pas été convaincu.

En dernière année à l'ESSEC, j'ai eu l'opportunité de participer à une option d'urbanisme, organisée par l'École nationale des ponts et chaussées, qui

s'est révélée particulièrement enrichissante. Cette option était commune à plusieurs formations et son objectif était de nous apprendre à travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires sur des projets concrets. Ces groupes rassemblaient des ingénieurs, des architectes, des géographes, des sociologues et des économistes. Cette expérience m'a permis de me rendre compte de ce que pouvait être le travail de l'économiste au sein d'un groupe de projet, une perspective qui m'ouvrait des horizons nouveaux.

VOS ÉTUDES À L'ESSEC TERMINÉES, EN 1974, VOUS VOULEZ PARTIR EN COOPÉRATION EN ALGÉRIE, MAIS VOUS FAITES D'ABORD UN STAGE À L'OMNIUM D'ÉCONOMIE AGROALIMENTAIRE DE RUNGIS. SOUHAITEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

J'ai postulé, et j'ai été retenu, pour accomplir mon service militaire en tant que coopérant à l'Institut de technologie du commerce (ITC) à Alger, qui formait les étudiants aux activités commerciales, c'était l'équivalent d'un IUT (Institut universitaire de technologie). Ma période de coopération ne devait débuter qu'en février 1975, j'avais donc six mois de disponibilité entre mon



© Fondation DeleSSERT

Janvier 2019.

diplôme et le départ. Ma famille avait fait un effort financier important pour payer mes études à l'ESSEC et financer ma vie d'étudiant à Paris, il me paraissait donc naturel de ne pas rester à la charge de mes parents plus longtemps. L'occasion d'un stage postscolaire rémunéré s'est présentée grâce à un ami du cercle de mes proches, Denez L'Hostis, diplômé de l'ESSEC quatre ans avant moi, et qui travaillait à l'Inra. Je n'avais jamais entendu parler de l'Inra, mais j'avais eu beaucoup d'occasions d'échanger avec Denez L'Hostis, dont le parcours de militant, engagé dans les luttes politiques et environnementales en Bretagne, et la position d'économiste dans un « laboratoire de recherche » avaient éveillé mon intérêt. Je pensais que quelques mois de travail avec lui me permettraient d'en apprendre davantage, tout en réglant mon problème d'indépendance financière.

Au cours de l'été 1974, j'ai donc commencé à travailler dans une structure, un peu déconcertante au premier abord, dont j'ai mis un certain temps à comprendre l'histoire et le fonctionnement. Il y avait là, installées dans un vaste bâtiment dans l'enceinte du marché de Rungis, plusieurs dizaines de personnes regroupées en différentes équipes, qui faisaient des études sur les industries agroalimentaires. L'ensemble formait un collectif de recherche original, rassemblant beaucoup de jeunes diplômés issus des écoles agronomiques, agroalimentaires et commerciales, avec de fortes personnalités, très indépendantes et passionnées, qui travaillaient dans une ambiance bouillonnante et un peu potache. On y parlait de filières, de système agroalimentaire, d'agri-business, de prospective, d'analyse stratégique, de politique agricole, de politique alimentaire, et de bien d'autres choses encore, la plupart nouvelles pour moi.

J'ai été embauché pour réaliser une analyse financière des entreprises privées et coopératives du secteur laitier, puis j'ai participé à une étude monographique sur les industries de transformation des légumes aux Pays-Bas. Évidemment, l'intérêt principal de ce stage a été de découvrir les personnes qui travaillaient dans ce groupe de recherche et ce qu'elles y faisaient. J'ai beaucoup appris des discussions avec

tous mes collègues, et, au terme de six mois, je voyais plus clairement le type de travail et d'environnement dans lesquels j'avais envie de m'investir. Je ne savais pas encore précisément ce que je ferais au retour de la coopération, mais j'étais conforté dans l'idée de m'orienter résolument vers les études économiques.

QUELLE ÉTAIT L'ORIGINALITÉ DE L'OMNIUM DE RUNGIS ? COMMENT SE POSITIONNAIT-IL PAR RAPPORT À L'INRA ?

Le site de Rungis regroupait un laboratoire de l'Inra, et une association spécialisée dans les études économiques sur les industries agroalimentaires : l'Omnium d'économie agroalimentaire. Les deux entités, que l'on ne distinguait par vraiment, avaient été créées par un chercheur de l'Inra, Joseph Le Bihan, dont j'ai beaucoup entendu parler tout au long de mon stage, mais que je n'ai jamais rencontré. Un peu avant mon arrivée au « labo de Rungis », comme on l'appelait à l'époque, il avait, en effet, été déclaré *persona non grata* par la direction générale de l'Inra.

L'histoire remonte au milieu des années 1960. Je l'ai découverte progressivement au fil de mes discussions, en particulier avec Denez L'Hostis, et surtout avec Sabine Weil et François Porin qui en avaient vécu les débuts à Massy. Joseph Le Bihan, économiste au sein du département Économie et sociologie rurales (département ESR) de l'Inra, avait commencé sa carrière en travaillant sur l'intégration verticale dans la filière avicole. Il en avait tiré la conclusion que l'avenir de l'agriculture se jouait autour de l'agriculture, plutôt que dans l'agriculture, et qu'il fallait donc étudier les stratégies des firmes d'amont et d'aval si l'on voulait anticiper l'évolution du secteur agroalimentaire et aider les agriculteurs à s'organiser pour y faire face. Il avait réuni une équipe autour de lui et obtenu de l'Inra la création d'un laboratoire de recherche sur l'économie des industries agricoles et alimentaires. Passionné par son projet, il pensait que l'Inra ne s'adaptait pas assez vite et ne mettait pas suffisamment de moyens sur ces sujets clés. Convaincu et convaincant, il a donc recherché et trouvé des soutiens à l'extérieur, en

particulier auprès des pouvoirs publics, et obtenu des financements contractuels lui permettant de développer considérablement son groupe de recherche. Toutes celles et tous ceux qui ont connu cette période m'ont parlé de la force de conviction de Le Bihan, et de l'enthousiasme des jeunes recrues qu'il savait motiver par l'ampleur de sa vision prospective et sa capacité d'analyse des stratégies des acteurs clés.

À cette période, les recherches financées par des fonds publics permettaient de recruter du personnel rémunéré par des contrats. C'était le cas, par exemple, avec la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique et technique), avec les directions des ministères, ou d'autres institutions publiques et parapubliques. L'Omnium constituait une structure d'accueil pour les chargés d'études embauchés grâce aux contrats. Ils ont rapidement été beaucoup plus nombreux que les chercheurs sous statut Inra avec lesquels ils cohabitaient, d'abord à Massy à l'ENSIA (École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires), puis à Rungis dans des conditions matérielles beaucoup plus satisfaisantes.

Au milieu des années 1970, le groupe avait atteint une taille très importante, de l'ordre de 70 à 80 personnes, avec une majorité de hors-statuts. À la suite d'une mise en garde de la Cour des comptes, la direction générale de l'Inra avait décidé de reprendre les choses en main et d'écarter Le Bihan¹. Quand j'ai commencé mon stage, Jean-Claude Tirel et François Nicolas venaient de s'installer à Rungis, où Jacques Poly leur avait demandé de s'occuper de la gestion du laboratoire de l'Inra et de la mise en ordre de la situation juridique et financière de l'Omnium.

Par rapport aux travaux des économistes de l'Inra, qui étaient focalisés sur l'agriculture, l'originalité de l'Omnium était de privilégier l'intégration

¹ Voir le témoignage de Jean-Claude Tirel dans le tome 3 d'*Archorales*, juillet 1999, celui de Sabine Weil dans le tome 9 d'*Archorales*, avril 2003, ainsi que le très intéressant article de Laure Bonnaud, Marc-Olivier Déplaud, Christine de Sainte-Marie, Nathalie Jas et Samuel Pinaud, « Produire les savoirs de la modernité agro-industrielle. Le cas de l'Omnium d'économie agroalimentaire (1964-1976) », *Économie rurale*, juillet-septembre 2020.

verticale, l'analyse de l'ensemble des filières, et les stratégies des industries à l'amont et à l'aval de l'agriculture. L'objectif était aussi de faire des recommandations aux pouvoirs publics et aux acteurs privés (entreprises, groupements de producteurs, coopératives, etc.). La production consistait donc en rapports, notes et présentations aux commanditaires, ce n'était pas une production « académique » d'articles scientifiques ou d'ouvrages.

De ce point de vue, l'Omnium pouvait être vu davantage comme un bureau d'études que comme un laboratoire de recherche, mais ce serait oublier le changement de perspective qui a été apporté par les travaux qui y ont été réalisés. Les concepts de système et de filières agroalimentaires, l'analyse du pouvoir de marché dans les relations verticales, annonçait des approches, en économie industrielle notamment, qui font aujourd'hui partie intégrante du paysage. Sans que j'aie pu en vérifier la source, j'ai entendu dire à plusieurs reprises que Denis Bergmann, qui était le chef du département ESR pendant toute cette période, après s'être beaucoup opposé aux idées de Le Bihan, avait fini par reconnaître qu'il avait raison, au moins sur le fond. Les méthodes de gestion, elles, étaient probablement plus discutables à en juger par ce que j'observais autour de moi. Les effets du charisme de Le Bihan ont été très positifs pour certains qui débordaient d'enthousiasme et de confiance en eux, d'autres ont eu plus de mal à trouver leur place. Je pense à Louis Berchu en particulier, extrêmement impressionnant sur le plan intellectuel, qui a fini par démissionner de l'Inra.

Le groupe de Massy, puis de Rungis, s'était constitué à la fois sur la base de perspectives très positives, mais aussi en opposition à l'Inra, souvent présenté comme une structure lourde et conservatrice. Cette vision était partagée autant par les membres de l'Omnium que par les chercheurs qui avaient réussi les concours de l'Inra. Elle a été renforcée, je pense, par la mise à l'écart de Le Bihan, ressentie comme un désaveu collectif.

Après mon départ en Algérie en février 1975, la situation s'est décentée à Rungis. Jean-Claude Tirel et François

Nicolas ont mené à bien leur mission. François Nicolas assurait la direction du laboratoire Inra qu'il s'employait à orienter progressivement vers la recherche et moins vers les études sous contrat. Le laboratoire a accueilli ceux qui souhaitaient intégrer l'Inra, d'autres, notamment Jean-Marie Bouquery, qui a joué un rôle clé pendant toute cette période, ont fait vivre l'héritage de l'Omnium dans de nouvelles structures. Jean-Claude Tirel, dont l'humour et la jovialité m'avaient marqué, a réussi, grâce à son savoir-faire, à déminer la situation de l'Omnium. Lorsque je suis revenu à l'Inra, en mai 1976, il était devenu le chef du département ESR, et la situation à Rungis était normalisée, ce qui n'empêchait pas l'état d'esprit de la « période Le Bihan » de se manifester fréquemment au fil des conversations.

QUE SAVIEZ-VOUS DE L'INRA À CE MOMENT-LÀ ? ET QUELS ÉTAIENT VOS PÔLES D'INTÉRÊT INTELLECTUELS ?

Avant mon stage à Rungis, je connaissais peu l'Inra. J'avais aperçu de futurs agronomes en classes préparatoires sans bien comprendre à quoi ils se préparaient. Par ailleurs, compte tenu du contexte que je viens d'évoquer, on aura compris que les premières choses que j'ai entendues à propos de l'Inra en arrivant à Rungis n'étaient pas très positives ! En fait, je n'y accordais pas une grande importance, car je ne pensais pas du tout entrer à l'Inra à ce moment-là.

En terminant mes études à l'ESSEC, et comme un certain nombre de camarades de ma promotion avec lesquels j'avais le plus d'affinités, je ne souhaitais pas travailler dans une grande entreprise pour faire de la gestion ou du marketing. Mes amis les plus proches, à l'ESSEC et en dehors, engagés politiquement ou non, étaient tous très critiques vis-à-vis de la « société de consommation », et nous éprouvions plus de sympathie pour ceux qui partageaient élever des chèvres en Ardèche que pour ceux qui rêvaient de faire carrière chez L'Oréal ou dans un cabinet international d'audit financier. Nos discussions portaient sur les choix professionnels que nous

pouvions faire pour contribuer à une évolution de la société plus conforme à nos aspirations.

Rebuté par le militantisme politique qui fleurissait à l'époque, et pas très enthousiasmé par la littérature politique, j'étais beaucoup plus sensible aux questions environnementales. En 1972, le Club de Rome avait publié le rapport Meadows sur les limites de la croissance, et peu après, j'avais assisté au colloque de l'Unesco organisé à l'occasion de la publication de la version française des actes *Halte à la croissance*, dont j'ai conservé religieusement un exemplaire. J'ai été impressionné par la logique du raisonnement et la rigueur de la modélisation du rapport Meadows (dont les prévisions les plus pessimistes n'ont pas été démenties), aussi j'avais de plus en plus de mal à envisager une activité professionnelle qui ferait comme si les questions de limites et de modes de vie ne se posaient pas. Je lisais aussi des essais critiques ou prospectifs sur la société industrielle (Charles Reich, Ivan Illich, Philippe d'Iribarne, Alvin Toffler, etc.), et des analyses plus appliquées, comme celles du CEREBE, le Centre de recherche sur le bien-être. Je me souviens, par exemple, de l'idée de « vitesse généralisée » des modes de transport, idée avancée par Ivan Illich, qui montrait que si la voiture est apparemment plus rapide que le vélo, lorsqu'on divise le nombre de kilomètres parcourus en voiture par le temps passé à travailler pour payer la voiture, le carburant et l'assurance, on se rend compte que l'on ne va pas plus vite qu'à vélo. Je me souviens aussi d'un ouvrage sur les coûts sociaux et les coûts privés, qui m'avait amené à la conclusion que produire des analyses économiques montrant clairement les coûts et les bénéfices des choix pouvait être une activité intéressante et utile.

De toutes ces lectures et ces réflexions, je tirais l'idée que produire des analyses sur les conditions de la vie quotidienne pouvait favoriser la réflexion critique, et, pourquoi pas, faire évoluer les systèmes de valeur et les comportements. C'est la raison qui m'a conduit à m'intéresser à la consommation et à penser que je devais chercher du côté des outils économiques ce que je ne n'avais pas

trouvé du côté des études de marché et du marketing.

Je pensais donc apprendre un peu plus d'économie et ensuite chercher une structure d'étude ou de recherche (comme le CREDOC² ou le CNRS) dans laquelle je pourrais travailler sur la consommation. À l'époque, je ne pensais pas me spécialiser sur la consommation alimentaire. Les questions d'urbanisme, de transports, me paraissaient plus cruciales. Je n'imaginai pas du tout que l'alimentation puisse devenir un vecteur aussi important de remise en cause du modèle de croissance industriel...

VOUS RESTEZ UN AN ET DEMI EN ALGÉRIE. QU'EN AVEZ-VOUS RETENU ?

Lorsque je pars pour l'Algérie, en février 1975, je suis bien décidé à compléter ma formation en économie et à me spécialiser dans ce domaine. À l'Institut de technologie du commerce à El Biar sur les hauteurs d'Alger, où j'ai été affecté de février 1975 à mai 1976, j'ai donc demandé à m'occuper du département d'économie. J'avais moins d'heures de cours à assurer, et je devais être plus souvent à l'institut que les autres coopérants qui ne faisaient qu'enseigner, mais je disposais de plus de temps pour lire et travailler sur les programmes. J'y ai découvert les « industries industrialisantes » de Gérard Destanne de Bernis, la référence en Algérie à l'époque, mais comme nous n'avions pour consigne que de développer la culture économique des étudiants, nous pouvions aborder toutes les écoles et tous les courants. J'en ai donc profité pour lire abondamment : du traité d'économie marxiste d'Ernest Mandel, jusqu'aux manuels de Paul Samuelson, en passant par l'histoire de la pensée économique. J'avais aussi des échanges avec les coopérants de l'Institut de technologie de la planification voisin. Certains d'entre eux étaient des militants politiques installés depuis plusieurs années en Algérie, ils avaient beaucoup à apprendre aux jeunes appelés fraîchement débarqués.

Les étudiants étaient curieux et ouverts. Les échanges avec eux étaient toujours

² Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

intéressants, souvent passionnés. Certains souhaitaient travailler dans de grandes sociétés nationales algériennes. D'autres voulaient poursuivre leur formation pour rejoindre le secteur privé. Tous avaient des projets et de l'enthousiasme. L'islamisme était encore presque invisible, mais pas absent. Je me souviens des étudiants que nous interrogeions à propos d'une manifestation à l'université voisine, nous répondre que ce n'était rien d'important, « *des frères musulmans, qui racontent n'importe quoi* ». Nous étions loin d'imaginer le drame que gâchis qui allait survenir quelques années plus tard. Bien sûr, ces événements ont ajouté de l'émotion aux souvenirs que j'ai gardés de cette période, mais ils ne retirent rien à ce que j'ai appris et vécu, et encore moins aux amitiés qui s'y sont nouées.

À VOTRE RETOUR, EN MAI 1976, VOUS PARTICIPEZ À UN COLLOQUE DU CNERNA³ « LE COMPORTEMENT ALIMENTAIRE HUMAIN », OÙ VOUS FAITES UNE CONTRIBUTION. COMMENT CELA SE PASSE-T-IL ?

Quelques mois avant la fin de ma période de coopération, j'ai commencé à réfléchir à ce que j'allais faire concrètement à mon retour. Mon intérêt pour l'économie s'était affirmé, et il me semblait que le mieux serait que je trouve un travail dans le domaine des études économiques et que je puisse en même temps compléter ma formation.

Au cours de mon stage à Rungis, j'avais échangé avec un grand nombre de personnes, notamment avec Bertil Sylvander et Bernard Lassaut qui travaillaient sur la consommation et la qualité des produits alimentaires. Sylvander, assistant de recherche à l'Inra, avait demandé un détachement temporaire au secrétariat d'État au Plan à Alger. Il avait en effet conservé des attaches en Algérie où il avait passé son enfance. Nous nous sommes donc retrouvés à Alger, et Sylvander m'a parlé de la création, au sein du laboratoire de Rungis, d'une équipe de recherche sur la consommation, la distribution et la

³ Centre National de Coordination des Etudes et Recherches sur la Nutrition et l'Alimentation.

qualité des produits alimentaires. Parallèlement à sa mission au secrétariat d'État au Plan, Sylvander souhaitait poursuivre ses recherches, et il m'a proposé de travailler avec lui à l'analyse des résultats d'une enquête sur la consommation du lait, qu'il avait réalisée avec Lassaut. L'objectif était de préparer une communication pour un colloque qui devait se tenir à Paris en mai 1976. Nous étions tombés d'accord sur le fait que la rédaction de ce papier me permettrait de m'initier au travail de recherche, et que sa sélection dans un colloque serait un atout pour rejoindre le laboratoire de Rungis à mon retour si je le souhaitais. Nous avons donc travaillé ensemble sur ce texte, en échangeant par courrier avec Lassaut qui était toujours à Rungis. Le papier a été accepté et présenté à ce colloque, qui s'est tenu deux semaines après mon retour d'Algérie. Cette conjonction d'opportunités a été pour moi une grande chance, d'une part en me permettant de motiver ma demande de retour au laboratoire de Rungis et d'autre part en me donnant l'occasion de découvrir la communauté francophone des chercheurs travaillant sur l'alimentation.

Le colloque portait, en effet, sur le comportement alimentaire humain. Pendant trois jours, il a réuni une quarantaine d'intervenants issus de toutes les disciplines impliquées dans l'étude des comportements : des médecins nutritionnistes (Gérard Debry, Bernard Guy-Grand, Marian Apfelbaum, Serge Renaud, Henri Dupin), des physiologistes et neurobiologistes de la régulation des comportements (Jacques Le Magnen, Jeanine Louis-Sylvestre, Michel Cabanac, Stylianos Nicolaïdis), des chercheurs de la section nutrition de l'Inserm (Georges Pequignot, Yvonne Serville, Marie-Françoise Rolland), du CREDOC (Jacqueline Niaudet), des sciences humaines et sociales du CNRS (Matty Chiva, Igor de Garine, Claude Fischler), du département ESR de l'Inra (Pierre Saunier, Claude Grignon). Tous ces noms sont attachés à des contributions significatives aux connaissances sur les comportements et les pratiques alimentaires, mais le premier jour du colloque je n'en connaissais aucun, pas même ceux de mes futurs collègues de l'Inra.

Ce colloque avait été organisé par André François, directeur de recherche à l'Inra, qui, à l'époque, dirigeait le Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA). Cette structure, créée en 1946, en même temps que l'Inra, a joué un rôle majeur dans les échanges interdisciplinaires sur l'alimentation, j'y reviendrai.

Sylvander a présenté notre contribution, qui montrait comment les différents agents économiques intervenant sur un produit tout au long d'une filière privilégient les caractéristiques d'un produit correspondant à leurs objectifs propres. Appliquée à l'évolution de la consommation du lait, cette problématique nous permettait d'expliquer la substitution progressive du lait UHT au lait pasteurisé : le développement du lait UHT correspondait bien à la stratégie des transformateurs et des distributeurs, mais ne correspondait que très partiellement aux attentes exprimées par les consommateurs. L'article tiré de la communication a été publié en 1976 dans les *Annales de la nutrition et de l'alimentation*. Rétrospectivement, je vois ce colloque comme un événement fondateur, difficile en effet d'imaginer une meilleure introduction au parcours que je m'apprêtais à suivre.

À RUNGIS, VOUS COMMENCEZ À TRAVAILLER SUR LA CONSOMMATION. COMMENT VOUS Y PRENEZ-VOUS ?

Le colloque du CNERNA m'a fait entrer immédiatement dans le vif du sujet. Dans son prolongement, le CNRS a lancé un appel d'offres qui reprenait le thème du colloque « Comportement alimentaire humain » auquel Sylvander, Lassaut et moi avons répondu. François Nicolas, qui dirigeait le laboratoire de l'Inra à Rungis m'a recruté pour six mois avec un contrat de main-d'œuvre occasionnelle pour me permettre de poursuivre le travail entrepris avec Sylvander et Lassaut.

La réponse à l'appel d'offres du CNRS a été l'occasion de commencer une revue de la littérature et de préciser un peu mon cadre conceptuel. Ce cadre s'est construit autour de l'idée que la qualité des produits alimentaires n'était pas une propriété objective, mais un ensemble de caractéristiques résultant

d'interactions entre les acteurs des filières alimentaires, chacun privilégiant des caractéristiques particulières (nutritionnelles, sanitaires, organoleptiques, d'usage, etc.). Notre projet en réponse à l'appel d'offres n'a pas été retenu, mais le travail de clarification de notre problématique nous a été très utile pour la suite de nos recherches.

Dans l'équipe, je m'intéressais plus particulièrement aux attentes des consommateurs, que j'avais commencé à étudier à partir de la notion de besoin, que l'on trouvait dans une partie de la littérature appliquée sur la consommation. Assez rapidement, je me suis rendu compte qu'il n'était pas possible d'utiliser cette notion pour analyser les attentes et les demandes des consommateurs, à moins de définir les besoins comme un système de normes, qui prévaut dans une société donnée, ou que des groupes particuliers cherchent à faire prévaloir. J'ai donc reformulé ma question qui n'était plus de m'interroger sur le degré de satisfaction des besoins des consommateurs, mais de savoir s'ils étaient en mesure de faire prévaloir leur propre système de normes. Un article de commande pour la revue *Économie rurale*, qui a ensuite été repris dans *Problèmes économiques*, m'a donné l'occasion d'aborder ce thème à travers une étude de l'évolution et de l'impact des associations de consommateurs. Dans cet article, écrit avec Joseph Hossenlopp et Élise Bassecoulard-Zitt, nous soutenions l'idée selon laquelle le développement du consumérisme n'avait provoqué aucun changement en profondeur de la stratégie des transformateurs et des distributeurs. Nous expliquions cet impact limité des organisations de consommateurs par le fait que leur action avait surtout porté sur la moralisation des pratiques commerciales, sans qu'une réflexion de fond sur les normes sociales de consommation et sur leur évolution soit venue compléter les actions de défense à court terme.

VOUS SUIVEZ ÉGALEMENT UNE FORMATION UNIVERSITAIRE EN ÉCONOMIE. QU'EN AVEZ-VOUS RETIRÉ ?

Au cours de mon stage à l'Omnium, j'avais échangé avec plusieurs chercheurs et ingénieurs qui suivaient les cours du DEA d'économie appliquée

de Paris-Dauphine. Les thèmes des séminaires étaient très variés et j'ai pensé que ce cursus compléterait bien ma formation en économie. Bien que le projet de recherche que nous avions présenté avec Sylvander et Lassaut n'ait pas été retenu, François Nicolas a accepté de prolonger mon contrat de main-d'œuvre occasionnelle à temps partiel par une bourse de recherche pour me permettre de suivre les séminaires du DEA et préparer le concours d'assistant de recherche de l'Inra.

Une partie des séminaires de recherche du DEA portaient sur l'économie non marchande, un thème qui regroupait les activités dont les prix ne sont pas déterminés par un marché concurrentiel, comme le secteur de la santé par exemple. Pour rester dans le domaine qui m'intéressait, j'avais proposé un sujet de mémoire sur la consommation médicale et le statut social des patients. Dans ce mémoire, j'ai étudié l'évolution de l'ensemble des consommations par catégories socioprofessionnelles au cours de la période 1956-1970, et j'ai montré qu'au-delà de la tendance globale à la réduction des inégalités sociales, il n'y avait pas, au cours de cette période, de convergence de tous les groupes sociaux vers un même modèle de consommation. En fait, les consommations pour lesquelles les différenciations sociales s'atténuaient correspondaient à des secteurs de production où l'accroissement de la productivité entraînait une baisse des prix relatifs, alors que les secteurs où les gains de productivité étaient faibles (en particulier les services) restaient caractérisés par de forts écarts de consommation. Ce résultat m'a paru intéressant, car il signifiait que les comportements des consommateurs étaient, sinon complètement, en tout cas largement, déterminés par les variations de prix relatifs.

À CE MOMENT-LÀ, VOUS ENVISAGEZ D'ENTRER À L'INRA EN PASSANT LE CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ASSISTANT DE RECHERCHE. COMMENT PRÉPAREZ-VOUS CE CONCOURS ?

Avec François Nicolas, nous étions convenus que la bourse financée par le laboratoire couvrirait l'année 1977 pour me permettre de terminer mon DEA et de préparer le concours d'assistant

de recherche de l'Inra. J'ai donc fait acte de candidature, mais la direction de l'Inra m'a répondu que malheureusement le budget 1977 ne permettait pas l'ouverture de poste d'assistant dans le département ESR et que le concours n'aurait donc pas lieu. Heureusement, François Nicolas a accepté de continuer à financer ma bourse, en me disant : « *On va essayer de tenir le coup jusqu'à l'année prochaine* ». Un concours a finalement eu lieu en 1978, avec un recrutement effectif en décembre, une acrobatie budgétaire sans doute liée à la difficulté de financer les hors-statuts de la fonction publique, très nombreux à cette période. Trois postes avaient été ouverts au concours, mais en deux ans les candidats s'étaient accumulés. Il fallait donc que je me prépare activement sans négliger aucun détail. La première chose à faire était, me semblait-il, de bien comprendre le contexte et les modalités du concours.

Depuis mon premier stage à l'Omnium de Rungis les choses avaient beaucoup évolué. Comme je l'ai évoqué plus haut, la « période Le Bihan » avait cependant laissé des traces. J'avais souvent l'impression que mes collègues du laboratoire étaient convaincus de travailler sur des sujets porteurs (industries et distribution alimentaires, qualité des produits, consommation, etc.), mais se percevaient comme minoritaires face à un département de recherches majoritairement « ruraliste » ne s'intéressant qu'à la spécificité de l'agriculture, donc au passé plutôt qu'au futur. De fait, n'ayant aucun contact avec les autres unités du département, je n'étais pas en mesure de me faire une idée personnelle. Paradoxalement, j'en savais un peu plus sur d'autres secteurs de l'Inra à travers ma participation ponctuelle à deux commissions, une sur la viande, dans laquelle j'ai fait la connaissance de Jean Cranney et de Louis Mahé, et l'autre sur la qualité des aliments de l'homme, qui ne m'a pas laissé de souvenirs. Il s'agissait de participations très occasionnelles, le labo était sollicité sur la consommation et François Nicolas me demandait d'y aller. De fait le cloisonnement prévalait et l'information circulait peu.

Fort heureusement, je partageais un bureau avec Sabine Weil, et nous nous

entendions très bien. Elle a été pour moi la personne clé de toute cette période, je lui dois beaucoup. Sabine Weil avait été formée à l'ITPA (Institut technique de pratiques agricoles) et parmi ses enseignants figuraient Michel Gervais, Claude Servolin, et Joseph Le Bihan. Embauchée par ce dernier pour travailler sur les données recueillies directement sur le terrain par des enquêtes auprès des agriculteurs, des coopératives et des autres acteurs des filières, elle a vécu toute l'histoire du groupe de recherche de Le Bihan⁴. Par ailleurs, depuis sa formation, elle avait conservé des liens personnels avec Claude Servolin et Pierre Coulomb avec lesquels elle m'a conseillé d'entrer en contact pour bien comprendre l'histoire et le fonctionnement du département ESR. C'est ce que j'ai fait, et Pierre Coulomb m'a non seulement éclairé sur ces sujets, mais il m'a considérablement aidé pour la préparation du concours. J'avoue que je n'en menais pas large lorsque j'ai frappé à sa porte pour lui faire lire les dix pages de la première version du mémoire sur mes travaux. Il m'a expliqué en détail comment reprendre ce texte, puis lors de nos rencontres suivantes, il m'a donné des indications extrêmement utiles pour me préparer à l'oral du concours. J'ai beaucoup appris des discussions avec Pierre Coulomb et Claude Servolin. J'ai commencé à mieux comprendre le cadre dans lequel je me trouvais et ses règles de fonctionnement. J'ai aussi été séduit par la vivacité de leur intelligence critique et incité à élargir mon cadre de réflexion. Toutes ces rencontres ont été une grande chance pour un chercheur débutant.

Le concours d'assistant de recherche s'est déroulé dans de bonnes conditions pour moi. Je me sentais bien préparé, mais un peu stressé quand même, car nous étions effectivement très nombreux à postuler du fait de l'absence de concours en 1977. Jean-Claude Tirel, qui était devenu chef du département ESR, m'a laissé une fois encore le souvenir d'une grande humanité, précieuse au moment d'affronter le jury. Je me souviens qu'il venait lui-même chercher les candidats qui préparaient la question

⁴ Son témoignage dans le tome 9 d'*Archorales* (avril 2003) est très détaillé sur cette période.

introductive de l'oral dans son bureau de la rue de Grenelle. Je garde de ce concours un souvenir très fort. Je suis resté plusieurs jours en état d'apesantement après la proclamation des résultats qui m'annonçait que j'étais reçu.

UNE FOIS RECRUTÉ, DANS QUEL ENVIRONNEMENT SCIENTIFIQUE VOUS TROUVEZ-VOUS ? SUR QUELLES QUESTIONS COMMENCEZ-VOUS À TRAVAILLER ? ET QUELS SONT VOS PREMIERS RÉSULTATS ?

Mes travaux personnels sur la consommation alimentaire ont débuté après mon DEA, pendant la période de préparation du concours de recrutement, qui s'est avérée beaucoup plus longue que prévu. J'en ai profité pour reprendre les analyses que j'avais réalisées sur la consommation médicale en les appliquant à la consommation alimentaire. Lors du colloque du CNERNA, déjà évoqué, j'avais été impressionné par la communication de Pierre Saunier sur l'évolution de l'alimentation des familles ouvrières urbaines en France entre la fin des années 1900 et le début des années 1970. En lisant la publication qui a suivi, je me suis rendu compte que les résultats de Saunier mettaient très clairement en évidence le rôle majeur des prix relatifs, qui m'avait frappé, moi aussi, dans l'analyse des consommations médicales.

À ce moment-là, les publications les plus visibles dans le domaine de la consommation mettaient en avant sa dimension symbolique, ostentatoire, dans une perspective critique de la « société de consommation », je pense à Jean Baudrillard en particulier. Les déterminants économiques étaient un peu relégués au second plan, sauf dans les travaux du CREDOC et, bien sûr, de l'INSEE. Dans le cas de l'alimentation, la baisse de sa part budgétaire, la réduction des inégalités de consommation, le déplacement des achats vers des produits plus élaborés et plus chers, tout incitait à voir dans ce secteur un cas typique où, les contraintes matérielles se relâchant, l'économie n'était plus d'un grand secours pour comprendre les évolutions en cours. Pierre Saunier a eu le grand mérite de rappeler qu'en dépit de ces apparences, où les déterminants sociologiques et symboliques

devenaient essentiels, les contraintes économiques continuaient de jouer un rôle central dans l'évolution des dépenses consacrées à l'alimentation.

Les analyses statistiques pour mon mémoire de DEA m'avaient familiarisé avec la première grande enquête sur les budgets des ménages réalisés par le CREDOC en 1956, et avec les enquêtes suivantes, sur les budgets et sur l'alimentation, conduites par l'INSEE à partir de 1965. En m'appuyant sur ces enquêtes, j'ai montré que les analyses de Saunier sur les familles ouvrières urbaines depuis les années 1907-1908, s'appliquaient à l'ensemble des ménages français du milieu des années 1950 au milieu des années 1970. J'ai par ailleurs vérifié que les résultats que j'avais obtenus pour les consommations médicales pouvaient être étendus aux consommations alimentaires. En résumé, ces analyses montraient que la faible progression moyenne des dépenses alimentaires recouvrait des différences très fortes selon les postes et que ces différences étaient liées aux évolutions des prix relatifs au sein des groupes d'aliments. Les comparaisons entre les catégories socioprofessionnelles mettaient en évidence des réductions significatives des écarts de consommation seulement pour les produits dont les prix relatifs avaient baissé. Il n'y avait donc pas d'atonie générale de la consommation alimentaire, et je n'observais pas non plus de disparition des inégalités de consommation. J'ai présenté ces résultats pour la première fois en 1980 à l'Académie d'agriculture, puis dans différents colloques et réunions de secteurs professionnels (lait, viande, etc.).

L'ACCÈS AUX DONNÉES STATISTIQUES ET LA CAPACITÉ DE TRAITEMENT SONT DEUX FACTEURS ESSENTIELS POUR CONDUIRE CES PREMIERS TRAVAUX. COMMENT VOUS Y ÊTES-VOUS PRIS ?

La question des données a été une préoccupation constante pendant pratiquement toute ma carrière. Elle continue d'ailleurs d'occuper une partie de mes activités de retraité, j'en dirai un mot à la fin de ce témoignage. À la fin des années 1970, quand j'ai réalisé mes premiers travaux, la situation était assez simple : je n'avais aucun moyen d'accéder aux données primaires des



© INRAE/Combris

1980, au laboratoire Inra de Rungis, Noël de l'Adas.

grandes enquêtes sur les budgets des ménages. Ces enquêtes portaient sur plusieurs milliers de ménages dont les dépenses étaient recueillies à un niveau très détaillé pendant une à deux semaines. Dans un premier temps, j'ai donc travaillé à partir des tableaux publiés dans les comptes-rendus des enquêtes que je devais photocopier à la bibliothèque de l'INSEE quand ils n'étaient pas disponibles à l'Inra. Pour les traitements, j'avais une petite calculatrice. Je ne pouvais pas redéfinir les variables d'analyse. Par exemple, si les consommations par catégories de revenu n'étaient pas publiées, il fallait utiliser la catégorie socioprofessionnelle comme variable approchante. Je ne pouvais pas non plus croiser différentes variables explicatives et encore moins utiliser des modèles économétriques, même très simples.

À l'époque nous n'avions pas de moyens informatiques autonomes dans les laboratoires, et on ne pouvait faire des traitements de données individuelles qu'en recourant à des centres de calcul. À l'Inra, qui a été précurseur dans ce domaine, nous avons la chance d'avoir à Jouy-en-Josas le Centre de traitement de l'information génétique, le CTIG. Il a été progressivement accessible aux biométriciens, puis aux autres chercheurs de l'Inra. Dans un premier temps, il fallait se rendre sur place pour faire les traitements, puis progressivement des terminaux ont été installés dans les unités, mais le temps de calcul était limité.

L'accès aux données individuelles des enquêtes de consommation et aux centres de calcul permettant de les traiter a été facilité par une ATP (action thématique programmée), lancée par l'Inra en 1981, qui, en fléchant des moyens sur des sujets particuliers, encourageait les chercheurs à se regrouper. Un groupe thématique sur l'économie et la sociologie de la consommation alimentaire s'est constitué. J'ai rejoint ce groupe dès sa création. Il était coordonné par Bertil Sylvander. En faisaient également partie Bernard Lassaut, Élise Bassecoulard-Zitt, Michel Zitt, Jean-Louis Lambert enseignant à l'ENTIAA⁵ de Nantes et Daniel Boulet, économiste à l'unité Inra de Montpellier. Daniel Boulet, qui travaillait sur la filière viti-vinicole, nous a fait bénéficier de son expérience en matière de traitement des grands fichiers de données, ce qui nous a permis d'envisager l'analyse des données élémentaires des enquêtes alimentaires de l'INSEE, qui devenaient accessibles sous forme de bandes magnétiques que les informaticiens de l'Inra nous ont aidés à lire. Parallèlement, le centre de calcul de Jouy s'est développé et a ouvert des formations à l'utilisation des logiciels de gestion et de traitement des données, qui permettaient aux chercheurs de conduire leurs analyses de façon plus autonome. J'ai donc pu commencer à me familiariser avec la structure de ces données, avec les méthodes de redressement et de calcul permettant de

⁵ École nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et agroalimentaire.

retrouver les résultats publiés par l'INSEE et de réaliser des traitements nouveaux en suivant les mêmes règles. Cette étape a préparé le travail d'harmonisation de la série des enquêtes alimentaires auquel j'allais participer plus tard, au moment de la création du laboratoire Inra de recherche sur la consommation (CORELA⁶) sur le nouveau site d'Ivry.

AU TOURNANT DES ANNÉES 1980, VOUS ENGAGEZ UN PROGRAMME QUI ÉCLAIRE LES COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE. QUELS EN SONT LES PRINCIPAUX RÉSULTATS ?

À ce moment, je venais de terminer ma première analyse des déterminants économiques de l'évolution des dépenses alimentaires et des différences de consommation entre catégories socioprofessionnelles en utilisant les données publiées par le CREDOC et l'INSEE. J'avais mis en évidence un effet très net des changements des prix relatifs à la fois sur l'évolution des consommations et sur la réduction des différences de consommation entre catégories sociales. À ce point, il me semblait que je ne pouvais pas négliger l'impact de l'évolution des pratiques liées au changement des conditions de vie pendant la période analysée (travail des femmes, contraintes d'emploi du temps, simplification des tâches domestiques, alimentation hors domicile, etc.). L'analyse des pratiques de consommation n'est pas vraiment du ressort de l'économiste, mais il se trouve qu'en procédant au recensement des sources statistiques sur la consommation, j'ai identifié des sources privées, et je me suis posé la question de leur utilisation. Je parlerai plus loin du suivi des achats des ménages par les panels, l'enquête dont il s'agit ici portait sur les « repas des Français » et avait été réalisée en 1974 et 1975 par la SOFRES (Société française d'enquêtes par sondages). Elle avait été réalisée auprès de 2 000 ménages qui, selon la méthode du carnet de comptes, avaient noté l'ensemble des caractéristiques de leurs repas pendant une semaine.

⁶ Consumption Research Laboratory.

Grâce à une aide financière du ministère de la Recherche, j'ai pu avoir accès aux résultats de cette enquête. Je n'avais pas les moyens de traiter les fichiers de base, mais je pouvais demander à la SOFRES des traitements et des tris selon toutes les variables qui m'intéressaient. J'ai analysé ces données en cherchant des relations entre les produits consommés et les caractéristiques des repas (ordinaire ou recherché, menu, circonstances, etc.). Je me suis aussi intéressé aux différences entre les groupes sociaux dans le prolongement de mes travaux précédents.

De l'analyse de ces données, j'ai tiré plusieurs enseignements qui nuançaient fortement les discours sur l'alimentation « moderne » ou « industrielle » que l'on pouvait entendre ici ou là. Pour autant que j'ai pu en juger à ce moment, les pratiques de consommation ressortant de cette enquête ne traduisaient pas un bouleversement profond des habitudes alimentaires des Français. L'alimentation hors du foyer, par exemple, ne représentait en moyenne que deux repas par semaine : un étant une invitation dans un autre foyer et un seul étant pris dans un restaurant ou dans une cantine. De même, le repas de midi, avec ses trois plats, était considéré dans tous les groupes sociaux comme le plus important de la journée. Enfin, j'ai constaté que si le niveau de prix expliquait les écarts de consommation entre les groupes sociaux, il n'influait guère les utilisations des différents produits en fonction des circonstances. Ainsi, dans tous les groupes sociaux, la consommation des viandes en fonction du niveau de sophistication des repas dépend du type de morceau (à rôtir, à griller) et non du caractère plus ou moins « économique » de la viande (bœuf ou porc par exemple). De même, le poulet restait un plat caractéristique des repas qualifiés de « recherchés », alors que la baisse considérable de son prix en avait fait un produit bon marché. En outre, rien ne venait étayer l'idée d'une partition de l'alimentation entre d'un côté des produits « industriels » réservés aux repas courants ou rapides et de l'autre des produits « traditionnels » consommés dans les repas recherchés. Les viandes surgelées, par exemple, pouvaient être

utilisées en toutes circonstances, de même que les conserves ou les potages préparés.

De cette incursion dans le monde des pratiques alimentaires, j'ai tiré deux enseignements. Le premier était que le processus d'industrialisation de l'alimentation prenait de multiples formes et qu'il était réducteur de vouloir l'associer de façon univoque à des circonstances de consommation ou à des comportements particuliers. La seconde était que la complexité des pratiques sociales appelait des approches allant bien au-delà des déterminants économiques. Cette étude n'a pas donné lieu à des collaborations, mais elle m'a permis de mieux cerner les limites de ce que je pouvais faire en tant qu'économiste. En faisant cette étude, j'ai éprouvé très concrètement la nécessité d'échanger avec des spécialistes d'autres disciplines pour parvenir à une réelle intelligence des comportements et des pratiques alimentaires.

À CE TOURNANT DES ANNÉES 1970 ET 1980, L'ÉCONOMIE DE LA CONSOMMATION EST AU CENTRE DE VOS RECHERCHES. POURTANT, VOUS LES SITUEZ ENCORE DANS LA PERSPECTIVE PLUS GLOBALE DE LA DYNAMIQUE DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE...

Oui, en effet. Après mon recrutement, j'avais un peu plus de temps et j'avais envie d'élargir le cadre théorique de mes recherches, qui schématiquement se ramenaient à un impact des gains de productivité sur la consommation et les inégalités, via les évolutions relatives des prix des aliments. Pendant cette période, j'avais beaucoup de discussions avec trois collègues du laboratoire de Rungis, Jacques Gallezot, Jacques Nefussi et Patrick Persuy qui travaillaient sur les industries alimentaires et sur la distribution. Nous en étions à peu près au même stade de nos réflexions et nous cherchions un cadre conceptuel nous permettant de donner de la cohérence à nos recherches sur le secteur agroalimentaire.

Nous voulions trouver notre place entre, d'un côté, les approches systémiques des stratégies industrielles, qui, dans le prolongement des travaux de Davis

et Goldberg⁷, puis de Malassis⁸ servaient de référence à l'étude des filières au sein du laboratoire et, de l'autre, les analyses centrées sur le prélèvement de valeur aux dépens de l'agriculture. Ce dernier thème faisait, à cette époque, l'objet de débats animés et d'une abondante production au sein du département ESR et dans son environnement académique proche⁹. La difficulté pour nous était que ces approches en termes de prélèvement de valeur impliquaient non seulement une spécificité du secteur agricole, longuement analysée dans les travaux des économistes du département, mais aussi, implicitement, une spécificité des industries alimentaires. Celles-ci devenaient, en effet, soit les bénéficiaires, soit les agents de ce prélèvement, par des mécanismes échappant aux lois du marché. Cette idée de « spécificité », héritée de l'économie rurale, qui réapparaissait chez beaucoup d'économistes marxistes, nous paraissait contestable. Du côté des industries alimentaires, en tout cas, on ne voyait pas de mécanisme de prélèvement ni d'indicateurs macroéconomiques justifiant de traiter ces entreprises différemment des autres industries produisant des biens de consommation. C'est en tout cas ce qui ressortait à la fois de la revue de la littérature et des analyses statistiques des données macroéconomiques que nous avons effectuées. Ces travaux nous ont conduits à adopter le cadre théorique de l'école de la régulation constituée autour de Michel Aglietta et de Robert Boyer. Ce cadre mettait en cohérence le régime de croissance de l'après-guerre grâce à des mécanismes institutionnels clairs liant la progression des salaires aux gains de productivité. Nous pouvions ainsi analyser le rôle des industries agroalimentaires dans la baisse du prix relatif des aliments, et montrer qu'elles pouvaient ainsi contribuer

significativement à la mise en place d'une nouvelle « norme de consommation ». Tout cela passait par des mécanismes de marché, encadré institutionnellement, mais ne nécessitant pas le recours à des mécanismes de prélèvement spécifiques à l'agriculture et à la transformation alimentaire difficiles à démontrer théoriquement.

AU DÉBUT DES ANNÉES 1980, LA DIRECTION DE L'INRA CRÉE UN DÉPARTEMENT SCIENCES DE LA CONSOMMATION QUI SOLLICITE ÉCONOMISTES ET SOCIOLOGUES. QUE POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE ?

Le département Sciences de la consommation a été créé en 1980, dans le cadre d'un élargissement des missions de l'Inra. C'est Jacques Flanzly qui a été chargé de le constituer en regroupant des unités qui travaillaient sur la qualité des aliments et sur la sécurité alimentaire. Cette création marquait le début de l'engagement de l'Inra dans le domaine de la consommation. Jacques Flanzly s'était posé la question de l'association des sciences sociales à ce nouveau département. Pour comprendre ce que nous faisons, il était venu à Rungis et François Nicolas nous avait demandé de présenter nos travaux et de faire des exposés plus généraux sur des questions liées au développement des industries alimentaires. Je me souviens d'avoir fait un petit cours sur la formation des prix en régime de concurrence imparfaite ! Ce premier contact s'était déroulé dans une bonne ambiance, mais je ne me souviens pas que la création du département Sciences de la consommation ait été évoquée au cours de cette rencontre. Elle l'a été un peu plus tard au cours d'une réunion à la station d'économie et sociologie du passage Tenaille à Paris. Jacques Flanzly avait souhaité rencontrer Claude Grignon et Pierre Saunier, et il m'avait demandé de me joindre à eux. J'avais déjà eu quelques discussions avec Pierre Saunier sur mes recherches, et j'avais rencontré Claude Grignon une seule fois après le colloque du CNERNA de 1976. C'était à Dijon, en 1978, à l'occasion du deuxième congrès de l'association européenne des économistes agricoles (AEEA), dans une session consacrée à la demande alimentaire.

Jacques Flanzly nous a présenté le projet de département Sciences de la consommation et nous a dit qu'il souhaitait y associer les sciences sociales, en nous précisant, à sa façon très directe, qu'il ne comprenait pas toujours très bien ce que nous faisons. La discussion a été cordiale, mais avec la réserve habituelle des chercheurs en sciences sociales qui redoutent d'être instrumentalisés par les autres disciplines de l'Inra. Grignon a répondu très clairement que pour garder notre autonomie et notre environnement scientifique, il était souhaitable que nous restions dans notre département. Il a proposé de jouer le rôle de correspondant pour faire le lien entre les deux départements et envisager des projets communs en réponse à des actions thématiques par exemple.

La création du département Sciences de la consommation a été la première étape de l'extension des compétences de l'Inra dans le domaine de l'alimentation humaine. Corrélativement les initiatives pour favoriser les échanges et les collaborations entre les départements se sont multipliées. Depuis, l'Inra n'a cessé d'affirmer son engagement dans ce domaine. En 1990, le département Sciences de la consommation est devenu le département NASA (Nutrition, alimentation et sécurité alimentaire), puis ALIMH (Alimentation humaine) en 2004. L'engagement de l'Inra dans la création des CRNH (Centres de recherche en nutrition humaine) à Clermont-Ferrand, Nantes, Lyon et Paris a également favorisé les collaborations pluridisciplinaires au sein de l'Inra, mais aussi avec l'Inserm et des équipes hospitalo-universitaires. Tout au long de ma carrière, j'ai été en relation avec les chercheurs en nutrition humaine, en particulier dans le cadre du CRNH parisien, et en tant que membre du conseil scientifique du département NASA (de 1998 à 2001). Plus généralement, les échanges et l'établissement de collaborations durables entre les sciences sociales et les autres disciplines concernées par l'alimentation, la nutrition, mais aussi l'analyse sensorielle, ont été un des fils rouges de ma carrière à l'Inra.

⁷ John H. Davis and Ray A. Goldberg, *A Concept of Agribusiness*, Harvard University, Boston, 1957.

⁸ Louis Malassis, *Économie agro-alimentaire*, Cujas, Paris, 1973.

⁹ On peut citer entre autres : Alain Mounier (1970), Claude Servolin (1972), Jean-Claude Lebossé et Michel Ouisse (1973), Amédée Mollard (1977), Philippe Evrard, Daniel Hassan et Claude Viau (1977), et la revue critique de Jean Cavailles (1981).

VOUS ÊTES UN PIONNIER DE L'ÉCONOMIE DE LA CONSOMMATION À L'INRA. CETTE THÉMATIQUE PREND PIED À L'INRA EN MÊME TEMPS QUE LA DIRECTION DE L'INRA VEUT RÉORGANISER LE DÉPARTEMENT ESR. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE COMMENT CELA S'EST PASSÉ ?

Dans mes souvenirs de l'époque, le début des années 1980, la réorganisation du département ESR n'était pas directement liée à l'engagement de l'Inra dans la thématique de l'alimentation humaine et de la consommation. Rétrospectivement, j'ai bien compris pourquoi un minimum de réorganisation du département ESR s'imposait, quelles que soient par ailleurs les orientations thématiques de l'Inra. De ma découverte progressive du département ESR, je garde le souvenir d'un espace de liberté totale, que j'aurais eu du mal à imaginer avant de l'avoir observé et pratiqué. Les concours étaient les seules occasions où l'on était évalué sur ce que l'on avait fait et où il fallait expliquer ce que l'on avait l'intention de faire. Une fois reçu au concours d'assistant, chacun pouvait donc choisir son rythme d'évaluation en fonction de ses objectifs propres. Par ailleurs, les recherches en sciences sociales nécessitaient peu de moyens matériels, les bibliothèques du département étaient très bien fournies, et les centres de documentation fonctionnaient parfaitement. La dotation de base fournie par le budget de l'Inra permettait à la plupart des chercheurs du département de travailler les sujets qu'ils avaient choisis sans avoir besoin de faire valider leur projet ni de rendre des comptes à qui que ce soit. Enfin, je pense que le budget du département ESR apparaissait plutôt modeste relativement à celui des autres départements de l'Inra qui nécessitaient des investissements lourds et des frais de fonctionnement élevés.

Cette grande liberté, qu'on a du mal à imaginer maintenant alors que les évaluations (individuelles, d'équipes, de laboratoire, de centre, de département, etc.) s'accumulent, avait ses contreparties. Les chercheurs du département ESR produisaient beaucoup de rapports, de documents de travail, de littérature grise, mais publiaient peu d'articles dans des revues scientifiques,

et pratiquement pas dans les revues anglophones. De ce fait, nous n'étions pas insérés dans les réseaux internationaux et la visibilité de notre production était faible, au point que nous étions nous-mêmes assez mal informés de ce que faisaient nos propres collègues au sein du département. Jean-Claude Tirel avait établi un inventaire des thèmes de recherche du département, qui a montré que leur nombre dépassait très largement celui des chercheurs. La volonté de la direction générale de l'Inra d'y voir plus clair, et de reprendre les choses en main n'était donc pas vraiment une surprise.

Les choses se sont précisées à la suite de l'arrivée, en 1981, de Bernard Vial, appelé par Jacques Poly pour succéder à Jean-Claude Tirel à la tête du département. En 1982, Bernard Vial a organisé les « Journées du département ESR », qui ont été le moment fondateur de la restructuration. Ces journées avaient commencé par des ateliers de réflexions sur nos thèmes de recherche, mais ce qui m'avait le plus marqué c'est que, pour la première fois, je rencontrais la plupart de mes collègues des autres laboratoires du département et que je pouvais me faire une idée de ce qu'ils faisaient.

Mon deuxième souvenir marquant a été l'intervention de Jacques Poly à la fin de ces journées. Il a d'abord exprimé sa difficulté à comprendre notre fonctionnement : « *Dans tous mes départements, il y a des revues scientifiques qui sont classées une étoile, deux étoiles, trois étoiles — ce qui correspondrait aujourd'hui au rang des revues au service de citations —, les chercheurs travaillent, publient dans des revues et selon le rang de la revue, on sait si c'est bon ou moins bon. Ensuite, on lit leur rapport d'activité et on voit combien ils ont publié, ce qu'ils font. Je comprends bien cela. Chez vous, je ne comprends rien. Je ne comprends pas bien comment fonctionne votre département* ». Ensuite, il a demandé des changements : « *Je pense qu'il n'y a pas assez de résultats clairs qui sortent et donc il faut réorganiser tout cela. S'il y a des publications, si les choses sont mieux cadrées, ce sera plus lisible. Il ne s'agit pas forcément de publications dans des revues de haut niveau, mais des publications validées par des comités de*

lecture, ainsi que des publications de vulgarisation ». Il a ajouté qu'il pensait que nos sujets étaient importants, et que notre département aurait les moyens de son développement à condition de réformer son fonctionnement et en particulier l'évaluation de ses chercheurs. C'est une sorte de contrat qui a été proposé au département, et avec le recul on peut dire qu'il a été rempli. Le département s'est complètement transformé, parfois dans la douleur, et il a bénéficié de nombreux recrutements et des moyens de travailler.

Dans la foulée des Journées du département, la réorganisation a commencé sous la houlette de Bernard Vial, puis de Jean Cranney, épaulé ensuite par Claude Viau, qui deviendra chef du département quand Cranney sera nommé directeur scientifique en 1985. La première phase de la réorganisation m'a presque totalement échappé, il faut dire que la transparence n'a pas été la caractéristique dominante de cette période. Cette situation résultait peut-être, pour partie, d'une stratégie délibérée pour éviter que la contestation latente des nouvelles orientations, très forte à ce moment-là, ne s'organise de façon frontale. La première instance consultative, la commission scientifique provisoire du département a été mise en place en 1982, avant de devenir le conseil scientifique de département à partir de 1984. Mais je n'ai pas gardé le souvenir d'élections ni de canaux d'information entre la direction du département et l'ensemble des agents. J'ai conservé l'impression que la politique du département n'était exposée nulle part, et qu'il fallait la déduire des notes de service, ou du bulletin de département, qui nous informaient des décisions prises. Je me souviens avoir appris de cette façon que plusieurs jeunes économètres avaient été recrutés pour travailler sur la consommation alimentaire, ce qui m'a permis de commencer à comprendre les nouvelles orientations concernant mon domaine de recherche.

À ce moment-là, j'étais totalement en dehors du cercle consulté pour élaborer la nouvelle politique du département ESR, qui était composé essentiellement de chercheurs seniors. Cette politique

s'est appuyée, entre autres, sur les recommandations d'Edmond Malinvaud, qui avait rejoint le conseil scientifique de l'Inra à la demande de Jacques Poly. Les nouvelles orientations du département ont été présentées au conseil scientifique du département (CSD) en décembre 1986. Une fois validées, elles sont, bien sûr, devenues plus explicites, et surtout elles ont commencé à être mises en œuvre.

C'est la tenue de ce CSD consacré notamment aux recherches sur la consommation qui a été le moment clé de ma prise de conscience des implications de la nouvelle stratégie du département ESR. Au cours de cette réunion, la politique du département dans le domaine de la consommation a été clairement exposée : collaboration avec l'INSEE et le CREDOC, recrutement et financement de jeunes statisticiens (la plupart issus de l'ENSAE¹⁰) en fin de formation ou en thèse.

Comme les différents chercheurs et équipes qui travaillaient sur la consommation alimentaire, j'avais été invité à présenter mes recherches et mes projets à cette séance du CSD. J'avais donc fourni une note sur mes travaux et j'étais également associé aux activités du groupe thématique sur l'économie et la sociologie de la consommation alimentaire constitué avec mes collègues de Rungis (Bertil Sylvander et Bernard Lassaut), Nantes (Élise Bassecoulard, Michel Zitt et Jean-Louis Lambert), et Montpellier (Daniel Boulet). Par ailleurs, nous participions tous à la commission « Alimentation et société » du CNERNA, qui nous permettait de nous rencontrer régulièrement et d'échanger avec nos collègues du CNRS travaillant sur l'alimentation, en particulier Claude Fischler, Claude Thouvenot, Emmanuel Calvo et Igor de Garine. Depuis 1985, le CNERNA portait notre projet de lancer une enquête sur les « prises alimentaires », qui associait également des collègues du CNAM-ISTNA (Institut scientifique et technique de la nutrition et de l'alimentation), et dont j'étais responsable. Nous nous étions rendu compte que les enquêtes que nous utilisions ne

portaient que sur les achats alimentaires et que nous n'avions pas de données sur la consommation effective des aliments (où, quand, comment, avec qui, en quelle quantité), d'où cette idée d'étudier l'organisation de l'ensemble des prises alimentaires.

Je me souviens que Claude Grignon, sociologue membre du CSD, était très réservé sur ce projet présenté à la réunion du décembre 1986. Il considérait manifestement que notre groupe n'était ni qualifié, ni compétent pour réaliser une grande enquête sur les pratiques alimentaires. L'ambiance était glaciale, la présentation des projets du groupe thématique avait été réduite à la portion congrue, et les échanges en marge de la réunion s'étaient avérés impossibles. Les trois membres Inra du groupe thématique présents au CSD, Boulet, Sylvander et moi, sommes repartis profondément démoralisés.

J'en garde néanmoins quelques souvenirs qui se sont bonifiés avec le temps. C'est, en effet, à cette occasion que j'ai rencontré pour la première fois Jean-Marc Robin, un jeune économètre qui allait devenir une figure marquante du futur laboratoire de recherche sur la consommation d'Ivry, et Saadi Lahlou, du CREDOC, avec qui nous avons créé quelques années plus tard l'Observatoire des consommations alimentaires.

Après un temps de déconvenue et de réflexion, j'ai compris que le département avait fait le choix stratégique de se rapprocher des institutions de référence en matière d'enquêtes et de traitement des données de consommation : la division Conditions de vie des ménages de l'INSEE et le CREDOC. Il était clair que leur antériorité et leurs compétences techniques surpassaient les nôtres, ce qui n'empêchait pas nos questions et nos projets de recherche d'être pertinents. J'en ai conclu que, puisque je souhaitais continuer à travailler sur la consommation alimentaire, je devais essayer de trouver ma place dans le processus engagé par l'Inra, plutôt que de le contester et d'être marginalisé. J'ai donc décidé de me rapprocher de la division Conditions de vie des ménages de l'INSEE, pour reconsidérer le projet d'enquête sur les pratiques alimentaires en fonction des accords de collaboration entre l'Inra et

l'INSEE, et j'ai été également associé à la réflexion sur la rénovation de l'enquête sur les achats alimentaires conduite par l'INSEE depuis 1965. Il m'apparaissait évident qu'une bonne connaissance du système statistique, et en particulier des enquêtes, s'imposait, et quelle serait nécessairement une composante de toutes les recherches sur la consommation. Ce travail sur les sources de données a grandement facilité mon intégration au groupe qui allait devenir le laboratoire de recherche sur la consommation de la future station d'Ivry.

Parallèlement, je me suis concentré sur l'analyse de l'évolution de la consommation alimentaire, en me situant dans la longue tradition de l'analyse appliquée des fonctions de demande, que l'on peut faire remonter à Ernst Engel, et qui compte aujourd'hui Angus Deaton parmi ses illustres représentants. Les travaux d'analyse sectorielle des industries alimentaires, dont j'ai parlé plus haut, m'avaient conduit à traiter les séries macroéconomiques de la comptabilité nationale sur les consommations et les prix. Ces données beaucoup moins volumineuses que les données des enquêtes pouvaient être traitées à l'aide d'un micro-ordinateur. J'en avais acquis un sur mes deniers personnels. Pour l'accès aux données, j'avais noué un bon contact avec Dominique Darmon, une statisticienne de la division Conditions de vie des ménages de l'INSEE, que j'avais rencontrée dans une réunion sur la consommation alimentaire organisée par les nutritionnistes de l'Inserm. Elle m'avait fourni des rétroprojections des séries de la comptabilité nationale, jamais publiées, qui m'avaient permis de reconstituer l'évolution détaillée des consommations alimentaires en France depuis 1949, et d'analyser les grands changements de l'après-guerre. Ces données m'ont permis de modéliser les effets respectifs des prix, des revenus et des changements des préférences des consommateurs dans l'évolution de la consommation des différents groupes d'aliments. Pour mener à bien ces modélisations, je me suis attelé à approfondir mes compétences en économétrie appliquée, acquises en dernière année de l'ESSEC, et dont j'avais gardé

¹⁰ Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique.

Rungis, Décembre 1989,
préparation du
déménagement pour
Ivry-sur-Seine.



© INRAE/Combrès

quelques réminiscences, et je me suis rapproché de François Gardes, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne à Paris, qui enseignait la micro-économie et l'économétrie, et qui travaillait également au CREDOC.

EN 1990, LE LABORATOIRE DE RUNGIS ET PLUSIEURS AUTRES DU DÉPARTEMENT ESR SONT RÉUNIS SUR UN MÊME SITE, À IVRY-SUR-SEINE. POUVEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

Le projet de création d'un site regroupant les unités de Rungis et du passage Tenaille a commencé à être sérieusement discuté vers 1987. Ce projet, qui s'est matérialisé à Ivry, résultait à la fois de considérations immobilières (la station du passage Tenaille était surpeuplée et celle de Rungis sous-peuplée) et de la volonté d'accompagner la réforme du département en accélérant la restructuration des équipes parisiennes. Ce projet a aussi illustré la difficulté à conduire cette restructuration dans de bonnes conditions. À Rungis, après la fin de la période Le Bihan, les choses étaient rentrées dans l'ordre, et l'ambiance de travail était bonne. L'accueil de nos collègues d'Orléans (Denis Poupardin, Raphaël Larrère, Olivier Nougarède et Bernard Kalaora) après la fermeture de leur

laboratoire n'avait posé aucun problème. La station du passage Tenaille, de son côté, n'avait pas la réputation d'un lieu de travail paisible. Elle rassemblait beaucoup de très fortes personnalités, défendant leurs thèses haut et fort, promptes à la critique cinglante, le tout dans un espace restreint et très mal distribué. Il y avait un service de documentation remarquable, plein de trésors, mais qui, comme les chercheurs, manquait d'espace vital.

Le département avait commencé à se réformer et, avec le projet d'Ivry, la direction générale de l'Inra tenait son engagement de lui donner les moyens de se développer. Plusieurs idées avaient convergé vers ce projet : rationaliser les implantations de la région parisienne, restructurer le groupe du passage Tenaille, créer un lieu d'accueil pour les jeunes chercheurs autour d'un centre de documentation bien doté, un lieu visible, on parlait d'une « Maison des sciences de l'homme consacrée à l'agroalimentaire, à l'agriculture, à l'alimentation ».

Le projet était séduisant, mais l'ambiance générale qui a entouré sa mise en œuvre n'était pas bonne. Jean Cranney, devenu directeur scientifique, appliquait la politique de réforme voulue par la direction générale sans états d'âme, il pouvait être très tranchant. En outre, un certain nombre de chercheurs ne lui reconnaissaient aucune légitimité scientifique, et donc aucune légitimité tout court, pour réorganiser le département. Cette opposition ouverte était très forte, en particulier au passage Tenaille, où Cranney travaillait avant d'être nommé chef de département, puis directeur scientifique. De ce fait, l'installation à Ivry a généré beaucoup de tensions. L'objectif était de faire cohabiter à Ivry plusieurs unités indépendantes de façon à ne pas reproduire la situation du passage Tenaille. Les contours des unités ont été définis en fonction des thèmes, des projets et des affinités, ce qui a conduit à des regroupements parfois baroques pour trouver une place à chacun. Les tensions sont cependant restées très vives et certains chercheurs (Pierre Coulomb, Jean-Marc Boussard, Denis Hairy et d'autres) sont restés très peu de temps à Ivry. Pour Pierre Bartoli,

recruté à la même période que moi, qui avait quitté Montpellier et rejoint Ivry pour constituer une unité en lien avec l'ENGREF, la situation a pris un tour dramatique puisqu'il a mis fin à ses jours. Je me souviens de l'état de sidération dans lequel l'annonce de cette nouvelle m'avait plongé. Nos bureaux étaient proches, les échanges avec lui, même rapidement dans le couloir, étaient toujours un plaisir. C'était un esprit fin, un chercheur brillant et prometteur, pris dans un réseau de tensions extrêmes. D'autres facteurs ont sans doute joué, mais nous savons tous pour l'avoir éprouvé ou observé autour de nous, que le milieu de la recherche peut se transformer de paradis en enfer lorsque des conflits éclatent et débouchent sur des remises en cause personnelles profondes. Il n'en reste pas moins que l'installation à Ivry a eu un effet très positif sur nos conditions matérielles de travail, et qu'une vraie vie scientifique s'y est progressivement développée.

VOUS ARRIVEZ AU CORELA, UN LABORATOIRE CRÉÉ PAR CLAUDE GRIGNON. QUEL EST SON PROJET, SON MODE DE FONCTIONNEMENT ?

Le site d'Ivry a été structuré en plusieurs laboratoires. Presque tous les chercheurs et ingénieurs de Rungis se sont retrouvés dans une unité consacrée à l'économie des industries alimentaires, dirigée par François Nicolas. De mon côté, comme je souhaitais continuer à travailler sur la consommation alimentaire, j'ai rejoint le laboratoire de recherche sur la consommation, le CORELA, créé et dirigé par Claude Grignon. Pierre Saunier et Claude Grignon sont les deux premiers chercheurs du département ESR à avoir investi le domaine de la consommation alimentaire, chacun dans sa discipline, l'économie pour Saunier et la sociologie pour Grignon.

Quand il a été recruté à l'Inra, en 1965, Grignon faisait sa thèse de sociologie sur l'enseignement technique au CSE (Centre de sociologie européenne) et il a continué à travailler au sein des deux structures jusqu'à sa rupture avec Bourdieu à la fin des années 1970. Dans

son autobiographie professionnelle¹¹, il indique qu'il a commencé à étudier la consommation et les habitudes alimentaires dès 1972. Je suivais ses travaux depuis le colloque du CNERNA en 1976, où il avait exposé les premiers résultats de l'enquête réalisée avec Christiane Grignon, en 1975, auprès des lecteurs de la revue de l'INC (Institut national de la consommation), *50 Millions de consommateurs*. Ce travail, complété par une analyse secondaire très détaillée des résultats de l'enquête alimentaire de l'INSEE, a donné lieu en 1980 à une publication de référence dans la *Revue française de sociologie* : « Styles d'alimentation et goûts populaires ».

Jusqu'à ce que le projet d'Ivry commence à être sérieusement discuté, j'avais eu plus de contact avec Pierre Saunier qu'avec Claude Grignon. Comme je l'ai évoqué, nos brefs échanges au cours, et en marge, du CSD consacré aux recherches sur la consommation alimentaire, s'étaient mal passés. Mon recentrage sur l'économétrie de la demande alimentaire et la méthodologie des enquêtes de consommation

¹¹ Claude Grignon, Comment peut-on être sociologue ?, *Revue européenne des sciences sociales*, 2002, tome XL, n° 123, pp. 181-225, <<http://journals.openedition.org/ress/626>> (consulté le 22/07/2021) ; DOI : 10.4000/ress.626.

m'a permis d'avoir un positionnement clair dans le projet de laboratoire qui a pris forme entre 1986 et 1990, pour préparer l'installation à Ivry. Pendant cette période, Grignon a précisé son projet : bâtir un laboratoire de sciences sociales, pluridisciplinaire (économistes, statisticiens, sociologues, ethnologues), consacré à l'étude de la consommation alimentaire. Les principes fondateurs de ce projet apparaissent déjà clairement dans ses publications. Le domaine de recherche, la consommation alimentaire, était replacé dans son contexte, la consommation dans son ensemble, les budgets des ménages et les modes de vie, un cadre général indispensable à la compréhension des choix des consommateurs, autant pour le sociologue que pour l'économiste. La nécessité d'associer le travail empirique sur les données, la critique des données et la réflexion théorique, qui inclut la critique des concepts, était un autre principe important, peut-être même le plus important, de la démarche intellectuelle de Grignon. Tous les chercheurs qui ont rejoint le laboratoire adhéraient à ces principes et au projet. Nous partagions également l'idée que la pluridisciplinarité ne se décrète pas, mais qu'elle s'apprend, et que cet apprentissage prend du temps. Le séminaire interne du laboratoire a joué un grand rôle dans



© INRAE/Adas Ivry

ce processus. Chacun conduisait ses recherches selon les règles de sa discipline. La discussion des hypothèses et des méthodes nous a permis de mesurer la distance qui pouvait séparer les différentes approches, mais le travail empirique sur les enquêtes, les discussions sur les caractéristiques des sources et sur les contraintes de la vérification des hypothèses ont constitué un ciment commun.

Tout ce que j'ai appris au cours des séances de ce séminaire et dans les échanges informels au sein du laboratoire m'a beaucoup servi par la suite, en facilitant les discussions et le travail en commun avec les psychologues, les spécialistes de l'analyse sensorielle, les nutritionnistes et les épidémiologistes, lorsque la direction générale a souhaité faire de l'alimentation un des trois axes thématiques de l'Inra.

Inra, Ivry-sur-Seine, années 1990. De gauche à droite, Jérôme Bourdieu et Sébastien Lecocq.



Années 1990, façade du bâtiment de l'Inra à Ivry-sur-Seine, entièrement occupé par des unités de recherche et des services du département d'Economie et de sociologie rurales.

© INRAE

**AU CORELA VOUS ŒUVREZ
POUR DÉVELOPPER LES MOYENS
D'UNE ÉTUDE STATISTIQUE
DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE.
COMMENT VOUS Y ÊTES-VOUS PRIS ?**

Avant même que le projet de création du CORELA ne prenne forme, mon objectif était de disposer de données me permettant de mesurer les écarts de consommation entre les ménages, et de relier leur évolution dans le temps à celle des prix relatifs des différentes catégories d'aliments. J'ai déjà évoqué mon travail sur les séries macro-économiques de consommation et sur l'enquête alimentaire de l'INSEE. Je souhaitais approfondir ce travail et j'étais donc très sensibilisé à la question des enquêtes répétées pouvant permettre de constituer des «pseudo-panels», c'est-à-dire des séries suivant dans le temps des ménages pas complètement identiques, mais ayant les mêmes caractéristiques observables. J'ai donc été immédiatement intéressé lorsque j'ai appris que le département ESR allait engager une collaboration avec l'INSEE sur la série rétrospective des enquêtes alimentaires. Ce projet était destiné à accompagner la création du CORELA, et, comme je l'ai rappelé plus haut, je n'ai pas été à son origine. Je me suis simplement efforcé d'y contribuer dès que j'ai été invité à le faire.

La collaboration avec la division Conditions de vie des ménages de l'INSEE était un des points forts de la politique du département ESR mise en œuvre à la suite du CSD consacré à la consommation alimentaire en 1986. Depuis le milieu des années 1960, l'INSEE réalisait régulièrement des enquêtes sur les budgets des ménages, et des enquêtes spécialisées, notamment sur la consommation alimentaire. Ces enquêtes constituaient le meilleur ensemble de données empiriques sur la consommation. Le projet de constitution d'une base harmonisée regroupant les données de toutes les enquêtes alimentaires et la constitution d'un groupe de travail pour faire évoluer le protocole des enquêtes futures a été un catalyseur pour rassembler les chercheurs qui allaient constituer le CORELA. Nous étions tous intéressés par l'amélioration de l'enquête, et la personnalité d'Alain Trognon qui

dirigeait cette division de l'INSEE pendant cette période a considérablement facilité les choses. Le département ESR a soutenu matériellement le projet en recrutant une ingénieure de recherche, Véronique Nichèle, mise à disposition de l'INSEE.

J'ai commencé à travailler avec Véronique Nichèle dès son recrutement, d'abord sur l'harmonisation des nomenclatures de l'enquête alimentaire, puis sur l'évolution de son protocole. Grâce au soutien d'Alain Trognon, qui animait le « groupe de rénovation des enquêtes alimentaires », nous avons pu réaliser une enquête pilote pour tester un protocole d'évaluation des stocks alimentaires des ménages, avec le projet d'estimer la consommation effective en corrigeant les achats des variations de stocks. Grâce à cette enquête, nous avons obtenu des résultats originaux sur le niveau des stocks alimentaires domestiques, qui, à ma connaissance, n'avait jamais été évalué. Au moment de la création effective de CORELA, la collaboration avec l'INSEE était bien engagée, et le laboratoire avait donc déjà accès aux données de base pour étudier la consommation alimentaire en France. Outre l'enquête pilote sur les stocks, et le travail sur les nomenclatures, j'avais aussi contribué au groupe sur la rénovation du protocole de l'enquête alimentaire en organisant une mission à Londres pour rencontrer les responsables de l'enquête britannique (la référence dans ce domaine) et une autre à l'USDA, près de Washington DC, avec le responsable du service d'information sur la nutrition humaine.

Mon intérêt pour la méthodologie des enquêtes alimentaires découlait directement de ma préoccupation de trouver un moyen d'estimer correctement le niveau de la consommation individuelle des différents aliments. J'ai donc été immédiatement intéressé lorsque le CNERNA, avec lequel j'avais gardé des relations suivies, a été saisi d'une demande ministérielle en vue de la création d'un observatoire de la consommation alimentaire. Jacques Flanzky m'a proposé de rejoindre le comité *ad hoc* qu'il avait constitué, en 1987, pour répondre à cette demande. J'y ai retrouvé Saadi Lahlou, et nous avons travaillé ensemble à bâtir une

proposition méthodologique et technique associant le CREDOC et l'Inra. Pour moi, le grand intérêt de ce projet résidait dans le souhait des directions ministérielles concernées (DGAL¹², DGS¹³ et DGCCRF¹⁴) de disposer d'un outil permettant d'identifier les populations exposées à des risques nutritionnels ou sanitaires. En effet, quel que soit le risque à évaluer, il fallait être en mesure d'estimer la distribution statistique complète des niveaux individuels de consommation des aliments contenant les éléments recherchés. Du fait de sa période d'observation trop brève, l'enquête de l'INSEE ne permettait pas de le faire. En revanche, les panels privés, qui suivent les achats des mêmes ménages tout au long de l'année, pouvaient théoriquement fournir des estimations beaucoup plus précises. Les achats de l'année correspondent en effet, à peu près, aux consommations moyennes de l'année, et les non-consommateurs d'un produit peuvent être distingués de ceux qui consomment peu fréquemment. Il s'agit là de points clés pour l'analyse des risques. Nous avons élaboré une proposition qui reposait sur l'utilisation des données d'une société de gestion de panels de consommateurs (Secodip devenue aujourd'hui Kantar). Cette proposition a abouti en 1990, à des financements des directions ministérielles pour que nous puissions accéder aux données du panel Secodip et réaliser des études méthodologiques sur la qualité de ces données et leur capacité à répondre aux objectifs du futur observatoire.

Le succès de ce projet m'a permis de faire accéder les chercheurs de CORELA à des données complètement nouvelles. Jusque-là, les Offices agricoles, chargés notamment de rassembler les données statistiques sur les secteurs économiques qu'ils couvraient, étaient abonnés aux panels de consommateurs pour suivre l'évolution des marchés, mais jamais les chercheurs du secteur public n'avaient pu obtenir les fichiers des observations originales pour effectuer

¹² Direction générale de l'alimentation.

¹³ Direction générale de la santé.

¹⁴ Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Inra, Ivry-sur-Seine, décembre 1994, fête de Noël organisée par l'Association pour le Développement des Activités Sociales (Adas) de l'Inra pour ses personnels et leurs enfants.



De gauche à droite, au premier plan Claude Viau, chef du département d'Economie et de sociologie rurales serre la main de Jacques Pivert devant Denise Theil ; en arrière-plan Lisette Figaro, puis Ali Bouzidi, Odile Jalabert, Liliane Provost, ensuite Pierre Combris.



De face, Jacques Pivert et Claude Viau, chef du département d'Economie et de sociologie rurales.



Jacques Rémy et Pierre Combris.



De face, Claude Viau et François Nicolas de profil.



Jacques Pivert et Claude Viau.



Jacques Pivert en discussion avec Christiane Grignon sous les yeux de Pierre Combris (de face) et Claude Grignon (de profil); au premier plan, à droite, Françoise Lamôme.



De gauche à droite, Jean-Pierre Bertrand, Suzanne Jacquet, Pierre Combris, Jacques Pivert, Jacques Gallezot de profil, Jean-Pierre Pélissier, Christiane Grignon, Claude Grignon de profil.



De gauche à droite, Jacques Pivert, Bernard Desbrosses et Jacques Gallezot.



Jacques Rémy, Jacques Gallezot, Pierre Combris et France Caillavet.



France Caillavet et Martine Champion.

© INRAE/Adas Ivry

des traitements statistiques et des modélisations économétriques. Comme je l'ai dit, le grand intérêt de ces données était d'apporter une réponse aux problèmes posés par l'estimation de la demande alimentaire, grâce à la possibilité de distinguer les consommateurs des non-consommateurs à un niveau très détaillé du répertoire alimentaire. Mes collègues de CORELA l'ont très bien compris, et j'ai également obtenu l'appui du département ESR et du secteur Sciences sociales de l'Inra pour accéder à cette nouvelle source. Ces soutiens se sont matérialisés par la création d'un poste d'ingénieur, sur lequel j'ai pu recruter Christine Boizot. Avec l'aide de Jean-Claude Poupa, informaticien à la station d'économie de Rennes, elle s'est investie sans compter dans la constitution et dans la gestion des bases réunissant les données des panels que nous avons pu acquérir pratiquement chaque année depuis le démarrage de ce projet. L'implication de CORELA dans la mise en œuvre de cet observatoire a été le point de départ d'une accumulation de compétences et de connaissance des données de panel qui s'est affirmée tout au long de l'histoire de CORELA puis de celle d'ALISS (Alimentation et sciences sociales), qui a pris la suite, et qui vient d'ouvrir, en 2020, une plateforme de ressources pour les chercheurs (ODALIM), où les données de panel, qui couvrent maintenant la période 1998-2018, figurent en bonne place.

Un bénéfice immédiat de ce projet d'observatoire a été de nous permettre de conserver une source permanente de données de consommation alimentaire au moment où la direction générale de l'INSEE a décidé d'abandonner les enquêtes spécialisées régulières, et donc l'enquête alimentaire, pour concentrer ses moyens sur l'enquête dite « budget de famille ». Après l'investissement que nous avons réalisé dans la rénovation de l'enquête alimentaire de l'INSEE, mes collègues de CORELA et moi étions évidemment très déçus de cette décision. L'enquête sur les budgets des ménages est une très bonne enquête, mais sa lourdeur ne permettait pas de recueillir les quantités achetées en plus des dépenses comme nous avions proposé de le faire pour compenser l'arrêt

de l'enquête alimentaire. De ce fait, on ne pouvait plus évaluer les prix unitaires, pas plus que la qualité des produits, ce qui était très gênant pour nos recherches.

La question des données m'a beaucoup occupé tout au long de ma carrière. J'ai toujours été attentif aux initiatives qui pouvaient ouvrir l'accès à des données existantes sous-utilisées ou aboutir à la création de données nouvelles. Je ne regrette pas une minute du temps que j'y ai consacré quand, avec le recul, je vois la dynamique qui en a résulté.

EN 1996, VOUS SUCCÉDEZ À CLAUDE GRIGNON COMME DIRECTEUR DU CORELA. QUELLE EST LA SITUATION DU LABORATOIRE ?

Claude Grignon a dirigé le CORELA pendant six ans, de 1990 à 1996, puis a souhaité être déchargé des tâches de direction pour se consacrer à ses travaux personnels. La transition s'est faite de façon très fluide après une consultation individuelle et une réunion de tous les membres du laboratoire. Quand la direction m'en a été confiée, en 1996, le laboratoire rassemblait un peu moins de 20 personnes : des économistes, des sociologues, des historiens et des statisticiens. Je me suis efforcé de préserver l'esprit qui avait présidé à sa création, tout en développant des perspectives et des collaborations nouvelles. La gestion d'un laboratoire, même de petite taille, n'est pas seulement une activité de stratégie et d'animation scientifique, c'est aussi une responsabilité qui implique d'être constamment attentif aux conditions matérielles et surtout psychologiques dans lesquelles travaillent les chercheurs et tous les membres du groupe. Dans la recherche, peut-être plus qu'ailleurs, les sensibilités et les susceptibilités individuelles sont fortes, et des événements en apparence mineurs peuvent avoir des conséquences disproportionnées sur les conditions du travail scientifique.

La forte personnalité de Claude Grignon a été un indéniable facteur d'attraction et de succès du laboratoire. En quittant la direction, Grignon ne s'est pas mis en retrait de la vie du laboratoire. Il est resté très actif dans la vie scientifique, dans les échanges du séminaire interne et dans l'organisation de séminaires externes

(« Le modèle et le récit » à l'EHESS, par exemple). Il est également resté très présent dans la vie du laboratoire. Grignon était très écouté de la hiérarchie de l'Inra lors de la création de CORELA. La proximité (y compris physique, à Ivry) avec le département nous facilitait beaucoup les choses. Plus profondément, la politique d'excellence scientifique, qui prévalait à cette période à la direction générale, convenait parfaitement à Grignon, qui ne supportait pas l'amateurisme qu'il détectait, trop souvent à son goût, dans les sciences sociales. Son intransigeance nous avait tous tirés vers le haut, mais elle ne m'a pas toujours rendu la vie facile. Par exemple, lorsque les changements à la tête du département, du secteur et de la direction générale ont conduit à des politiques que Grignon réprouvait, je me suis souvent retrouvé en porte-à-faux avec les positions qu'il défendait, avec fougue, au sein du laboratoire.

Il est vrai que les manifestations de la politique du département et du secteur Sciences sociales, en particulier à travers les recrutements et les concours, ne nous étaient plus aussi favorables. Il y avait un décalage avec les priorités affichées et il fallait en gérer les conséquences sur l'état d'esprit des chercheurs. L'alimentation était toujours un sujet soutenu par la direction, et je n'ai jamais eu trop de problèmes pour le recrutement ou la promotion des ingénieurs et techniciens, du fait de l'importance stratégique de nos bases de données qui pouvaient servir tout autant pour les études économiques que pour des études de sécurité sanitaire ou de toxicologie.

En revanche, la situation a été plus difficile pour les chercheurs. D'une certaine façon, c'était la contrepartie de la qualité des recrutements dont nous avions bénéficié au moment de la création du laboratoire. Ces jeunes chercheurs atteignaient la maturité, ils avaient fait la preuve de leur excellence scientifique. Ils souhaitaient pouvoir choisir leurs sujets sans se sentir contraints par les domaines de compétence de l'Inra, et ont donc saisi les opportunités offertes par des institutions généralistes (université, CNRS et autres). J'ai donc dû faire face aux départs successifs de chercheurs seniors, cinq entre 1997

Inra Ivry-sur-Seine, janvier 1995, fête pour les vœux de nouvelle année.



Li Xiande, Philippe Leroy, Claude Aubert, François Nicolas, Martin Bruegel, Jacques Rémy, Jacqueline Dussidour, Lisette Figaro.



François Nicolas, Guy de Fontguyon et Danièle Touati.



Denis Poupardin et François Nicolas.



Denis Poupardin, Chantal Birot, Bernard Schaller et Guy De Fontguyon.



Pierre Combris et Florence Weber.



George Grantham et Jacques Gallezot.



Martin Bruegel et Jacques Rémy.



François Nicolas et Jean-Pierre Péliissier.



Pascal Mainsant et une jeune femme non identifiée.

© INRAE/Adas Ivry

et 2000 (Jérôme Adda, Patrice Bertail, Jean-Marc Robin, Michael Visser, Florence Weber), qui n'ont été compensés que très progressivement par de nouveaux recrutements. Pour essayer de maintenir la capacité d'encadrement du laboratoire, je me suis efforcé de conserver des relations privilégiées avec les chercheurs qui nous avaient quittés, et de faciliter l'accueil d'universitaires, comme François Gardes dont j'ai parlé précédemment.

À LA MÊME PÉRIODE, LE PRÉSIDENT DE L'INRA, GUY PAILLOTIN, VEUT ORIENTER L'INRA VERS LE CONSOMMATEUR. QUELLE ÉTAIT VOTRE ANALYSE DES ÉVOLUTIONS EN COURS DANS LA SOCIÉTÉ ?

En 1996, à l'occasion des 50 ans de l'Inra, Guy Paillotin a organisé un colloque au Parlement européen à Strasbourg sur la recherche agronomique du XXI^e siècle. Marion Guillou, qui était à la tête de la DGAL, avait organisé et animé l'atelier sur « les déterminants des choix des consommateurs » dans lequel j'intervenais. Dans ma communication, j'ai insisté sur les points qui me paraissaient les plus porteurs de changements dans les tendances que j'avais observées à partir des différentes séries de consommation alimentaire dont je disposais. L'idée centrale était que les pays développés se trouvaient au début d'une nouvelle phase de l'évolution de la consommation alimentaire, caractérisée par une stabilisation de la structure macronutritionnelle du régime alimentaire. Après la stabilisation de la consommation calorique totale, la répartition de l'origine de ces calories par grands

groupes d'aliments était, elle aussi, en train de se stabiliser. C'était le signe d'une fin prévisible de la croissance privilégiée des groupes d'aliments, essentiellement d'origine animale, qui avaient assuré la croissance quantitative des débouchés de l'agriculture et de l'élevage au cours du XX^e siècle dans les pays occidentaux. Comme, par ailleurs, on pouvait anticiper une faible croissance démographique dans ces pays, l'ensemble des marchés alimentaires allaient clairement se retrouver en situation de compétition accrue. De fait, à cette période, on n'observe déjà plus de groupes d'aliments ayant « vocation » à se développer et d'autres à régresser, comme cela a été longtemps le cas respectivement pour la viande et le pain par exemple. La concurrence est donc devenue générale et les perspectives de croissance sont désormais liées essentiellement à la différenciation qualitative des produits, un domaine dans lequel l'information joue le rôle clé. On comprend donc très bien pourquoi les questions liées à l'origine des aliments, à leur mode de production, à leurs caractéristiques sensorielles, à leurs effets sur la santé et sur l'environnement prennent aujourd'hui de plus en plus de place.

Tant que les grandes régularités de l'évolution de la consommation en fonction du revenu et des prix sont à l'œuvre, on peut modéliser l'évolution de la demande. C'est encore le cas aujourd'hui dans les exercices de prévision au niveau mondial. Mais lorsque les prévisions concernent des pays où les quantités de calories consommées dans tous les groupes d'aliments atteignent le niveau de saturation, les

outils qui permettent de comprendre les mécanismes de formation de la demande alimentaire ne sont plus les mêmes. Il faut entrer davantage dans le détail des équilibres des marchés, liés par exemple à l'introduction de nouvelles variétés, de nouvelles appellations ou de nouvelles allégations... La compréhension des réactions des consommateurs à l'information devient essentielle. La capacité à comprendre, et à prévoir, les attentes et les choix des consommateurs devient donc au moins aussi importante que la capacité à produire les aliments. Le colloque de Strasbourg a exprimé clairement cette prise de conscience.

À PARTIR DU MILIEU DES ANNÉES 1990, VOUS VOUS ENGAGEZ DANS UNE VOIE QUI VOUS CONDUIT AUX MÉTHODES EXPÉRIMENTALES. POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER VOTRE CHEMINEMENT ?

Dès mon arrivée à l'Inra, j'ai été en contact, au moins épisodique, avec les différentes disciplines concernées par l'étude des comportements alimentaires, en particulier grâce au CNERNA. À l'Inra, mes contacts interdisciplinaires ont d'abord été limités aux sciences sociales. Quand la direction de l'Inra a souhaité développer les collaborations entre les différents départements de l'institut, j'étais déjà sensibilisé à l'intérêt de ces rapprochements. Au début des années 1990, Claude Grignon qui dirigeait le laboratoire avait été sollicité pour participer à une action incitative programmée(AIP) sur l'acceptabilité des aliments qui était coordonnée par Christian Touraille, spécialiste des caractéristiques physico-chimiques et sensorielles des viandes. Grignon avait invité plusieurs chercheurs de CORELA, sociologues et économistes, à participer aux réunions périodiques de ce groupe qui rassemblait une douzaine de participants. L'ambition initiale était modeste, il s'agissait d'un séminaire où nous faisions des présentations croisées de nos travaux respectifs. C'est à l'occasion de ces séminaires que j'ai rencontré Sylvie Issanchou, spécialiste d'analyse sensorielle au laboratoire de recherche sur les arômes au centre Inra de Dijon. J'y ai également fait la connaissance d'Ep Köster, professeur de psychologie

Inra Ivry-sur-Seine, décembre 1998, fête de Noël organisée par l'Association pour le Développement des Activités Sociales organisée par l'Adas pour les personnels de l'Inra. France Caillavet, Véronique Nichèle et Christine Boizot.



© INRAE/Adas Ivry

expérimentale à l'Université d'Utrecht, qui avait été invité à nous présenter ses travaux sur les déterminants sensoriels des préférences alimentaires.

Je dois avouer que les premières présentations des travaux d'analyse sensorielle avaient plutôt laissé sceptiques les chercheurs en sciences sociales. Nous étions, bien sûr, intéressés d'apprendre que l'on pouvait très facilement être leurré sur la nature d'un aliment par des biais de perception, ou que des souvenirs sensoriels très anciens pouvaient influencer les préférences et les choix actuels, mais tout cela nous paraissait un peu loin de notre façon d'étudier les déterminants économiques et sociaux de l'évolution de la consommation. Pourtant, je reconnais que la présentation d'une expérimentation rigoureuse, qui démontre un effet de façon claire, exerce un attrait indéniable lorsqu'on est habitué à manier des statistiques et des modèles dans lesquels les causalités sont parfois difficiles à démêler. Les sensorialistes, de leur côté, étaient sensibles à l'idée que pour bien mesurer l'impact des caractéristiques sensorielles d'un aliment sur les choix, il était important de prendre en compte les prix et les arbitrages économiques. Au fil de ces rencontres, j'ai beaucoup échangé avec Sylvie Issanchou, et nous étions prêts à collaborer lorsque la direction scientifique nous a confié la responsabilité de l'AIP sur l'étude des comportements alimentaires.

Au cours de cette période, les publications utilisant des enchères expérimentales commençaient à s'étendre des revues d'économie générales vers les revues d'économie agricole. Elles étaient utilisées pour étudier les préférences et les consentements à payer des consommateurs pour des produits ayant des attributs spécifiques (garanties sanitaires, utilisation ou non d'hormones de croissance, etc.). À CORELA, Michael Visser s'intéressait à ces travaux, mais nous n'avions pas les moyens matériels ni le savoir-faire, pour recruter des sujets et organiser des sessions expérimentales à Ivry, alors que nos collègues de l'équipe de Sylvie Issanchou maîtrisaient parfaitement ces questions et disposaient de salles de dégustation parfaitement bien équipées pour organiser des sessions expérimentales.



Jean-Pierre Butault et François Porin lors de la fête de Noël de 1998 à Ivry-sur-Seine.

Grâce au soutien apporté par l'AIP, nous avons pu engager des projets communs. Nous avons commencé en proposant un sujet de DEA associant l'évaluation sensorielle et les méthodes de l'économie expérimentale. Il a permis à Christine Lange de rejoindre, dès 1996, l'équipe de Sylvie Issanchou, où elle a ensuite fait sa thèse. La collaboration a très bien fonctionné. Nos résultats ont été validés par la communauté des sensorialistes et par celle des économistes expérimentaux, ce qui nous a encouragés à poursuivre dans cette voie. Les développements suivants ont concerné les enchères expérimentales dans le cas du vin (Sébastien Lecocq, Thierry Magnac, Marie-Claude Pichery, Michael Visser), puis, à partir de 1998-1999, nous avons progressivement mis en place un programme de collaboration avec l'équipe de Bernard Ruffieux à Grenoble et avec Charles Noussair de l'Université de Purdue (dans l'Indiana).

Du cheminement qui m'a conduit vers les méthodes expérimentales, je retiens l'idée du rôle important joué par le temps et la liberté dont la direction scientifique de l'institut m'a permis de bénéficier avec mes collègues engagés dans cette voie. Les incitations à collaborer avec d'autres départements étaient explicites, mais pas contraignantes. Nous avons eu le temps de faire connaissance, d'échanger et de comprendre nos collègues des autres disciplines avant de déboucher sur des projets communs qui n'étaient d'ailleurs pas forcément ceux prévus au départ. Tout cela a très bien fonctionné, et a débouché sur des collaborations durables.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENJEUX SCIENTIFIQUES QUI VOUS CONDUISENT AU TOURNANT DE L'ÉCONOMIE EXPÉRIMENTALE ?

L'économie expérimentale ne constitue pas à proprement parler un tournant, c'est plutôt l'arrivée d'un nouvel ensemble de méthodes qui viennent compléter nos outils d'étude des comportements alimentaires. Ces nouvelles méthodes ont permis aux économistes de mieux mesurer l'impact des caractéristiques des produits sur les choix des consommateurs et sur leurs consentements à payer. Elles ont également permis d'identifier les effets de l'information grâce à des environnements bien contrôlés. La possibilité de multiplier les situations a aussi permis aux économistes d'effectuer des tests de rationalité et de cohérence des choix difficilement réalisables avec des données d'enquêtes ou de panels d'achats. Les apports ont été intéressants également pour les sensorialistes, en leur permettant d'observer non pas des préférences déclarées, mais des choix donnant lieu à des achats effectifs moyennant un paiement. On peut penser que, dans ce cas, la perspective d'un achat pousse les participants à évaluer plus rigoureusement les produits que s'il ne s'agit que de donner une note ou un avis sans conséquence.

De façon plus large, cette action incitative a débouché sur la constitution d'un réseau de collaborations entre différents secteurs de l'institut. Au nom de la direction scientifique collégiale, Emmanuel Jolivet m'a demandé d'animer, avec Sylvie Issanchou, un groupe

Inra Ivry-sur-Seine,
décembre 2000, fête de Noël en
décembre 2000 à Ivry-sur-Seine.
De gauche à droite, Lisette Figaro,
inconnue, Nicole Grange,
Martine Champion, Pierre Combris,
Béatrice Havet, Suzanne Jumel,
Françoise Lamome,
et Claudine Coupannec.



© INRAE/Adas Ivry

de travail chargé de faire des propositions pour organiser les recherches sur la consommation à l'Inra. Il s'agissait de réfléchir à la mise en place d'un « dispositif de recherche structuré », c'est-à-dire d'un cadre de programmation et de gestion des moyens pour mettre en œuvre une stratégie de recherche. Le travail de ce groupe s'est matérialisé, en 1998, par une note dans laquelle nous nous sommes efforcés d'identifier ce qui pouvait constituer le cœur d'un programme de recherche dans ce domaine.

Dans le contexte de différenciation des produits et de segmentation des marchés que j'ai évoqué précédemment, le principal enjeu était d'élaborer des modèles de comportement capables de prendre en compte la multiplicité des facteurs qui agissent sur les choix, en particulier dans les arbitrages entre proches substituts. Parmi ces facteurs, les informations relatives aux produits sont évidemment les plus importantes : informations sensorielles, commerciales, sanitaires, nutritionnelles, et aujourd'hui environnementales. Identifier les informations pertinentes, mesurer leurs effets directs et leurs poids relatifs en tenant compte des interactions était, et demeure, un enjeu, car il n'existe pas de cadre théorique unifié pour traiter l'ensemble de ces effets. La collaboration entre disciplines (analyse sensorielle, microéconomie, économie expérimentale, psychologie de la décision et d'autres) s'imposait pour progresser, et dans ce contexte la démarche expérimentale constituait un cadre méthodologique commun aux

sciences comportementales qui pouvaient être mobilisées à l'Inra.

Compte tenu de notre expérience commune, nous avons proposé que l'étude des processus de choix constitue le thème fédérateur de ce programme de recherche. Nous avons également essayé d'identifier les sujets nouveaux à développer : l'analyse expérimentale des choix et des processus cognitifs de décision, l'analyse des effets de l'information nutritionnelle et sanitaire sur les comportements, l'estimation de sous-systèmes de demande sur des marchés de produits différenciés, l'estimation des consentements à payer pour des aliments possédant des caractéristiques particulières (produits bio ou issus de l'agriculture raisonnée par exemple) et enfin l'analyse des comportements de populations spécifiques (définies en fonction de l'âge, de la position dans le cycle de vie, des contraintes économiques...).

Finalement, le rapprochement de compétences complémentaires en analyse sensorielle et en microéconomie nous a permis de développer une approche originale des décisions d'achat, et d'introduire à l'Inra les méthodes de l'économie expérimentale. Par rapport à l'état des travaux académiques en économie expérimentale de l'époque, un de nos apports a été de travailler sur des biens « réels » qu'on trouve dans le commerce (et non pas sur les incitations purement « monétaires » utilisées initialement en économie expérimentale), et de recruter nos sujets de façon aléatoire dans la population générale, une pratique maintenant courante. Nous n'étions pas sûrs que notre dispositif

fonctionne quand nous nous sommes lancés dans ce projet. Nos résultats nous ont encouragés à aller de l'avant, et aujourd'hui l'économie expérimentale fait partie de la boîte à outils des recherches économiques appliquées à INRAE et ailleurs.

AU DÉBUT DES ANNÉES 2000, LA DIRECTION DE L'INRA VEUT RÉINVESTIR LES RECHERCHES SUR L'ALIMENTATION. COMMENT PARTICIPEZ-VOUS À CETTE NOUVELLE ORIENTATION ?

Quand Marion Guillou a été nommée, en 2000, directrice générale de l'Inra, une de ses premières actions de communication a été de convier la presse et les professionnels au SIAL (Salon international de l'alimentation) pour une présentation d'une matinée. J'avais été invité à intervenir aux côtés d'Hervé This et de Gérard Pascal. La consigne était simple : « *Il faut que vous montriez ce que l'Inra peut faire, et ce qu'il fait déjà dans le domaine de l'alimentation* ».

Difficile d'être plus clair. L'objectif était d'affirmer la présence et la légitimité de l'Inra dans le domaine de l'alimentation, afin de faire en sorte que l'Inra soit associé de façon aussi naturelle à l'alimentation qu'à l'agriculture et à l'environnement. On sait aujourd'hui que cet objectif a été atteint. Les fameux trois « piliers » dont il était beaucoup question à ce moment-là, sont depuis 2020 inscrits dans le nom même de l'institut, qui n'est plus défini par une discipline, l'agronomie, mais par trois domaines : l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

J'étais évidemment très satisfait de l'engagement stratégique fort de la direction générale dans le domaine de l'alimentation. Je savais aussi, pour avoir déjà échangé avec elle au moment de la création de l'Observatoire des consommations alimentaires, que Marion Guillou connaissait bien les enjeux relatifs aux données de consommation. Son rôle dans la création de la nouvelle Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), a facilité la clarification des rôles avec l'Inra. L'intégration de l'Observatoire des consommations alimentaires au sein de l'AFSSA m'avait en effet conduit à demander l'appui de la direction pour

que l'Inra reste associé à la réflexion sur les sources de données et sur les nouvelles enquêtes. Les collaborations mises en place à ce moment-là avec l'équipe de Jean-Luc Volatier à l'AFSSA fonctionnent encore parfaitement, par exemple dans la gestion commune de l'Observatoire sur la qualité des aliments (OQALI).

Ma participation à l'engagement stratégique de l'Inra dans le domaine de l'alimentation s'est concrétisée, dès 2001, lorsque Marion Guillou et le collège de direction ont confié à un groupe de huit chercheurs, dont je faisais partie, une mission de réflexion sur les nouvelles orientations que l'institut devrait entreprendre à moyen et long terme dans le champ de l'alimentation. Il s'agissait de définir des objectifs scientifiques, de proposer de nouveaux programmes et de préciser les compétences nécessaires, dans le contexte national et international. Le groupe a travaillé pendant environ un an et a présenté au collège de direction, en décembre 2002, son rapport *Perspectives pour l'avenir de la recherche en alimentation à l'Inra*. Cette réflexion a, en particulier, servi de base aux différents programmes de recherche initiés et gérés par l'Inra : le Programme national pour l'alimentation (PNA) et le Programme national de recherche en alimentation (PNRA), financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Pour animer et piloter ce groupe, Marion Guillou avait fait venir à l'Inra Catherine Esnouf, qui avait notamment coordonné le programme « Aliment demain » au ministère de l'Agriculture quelques années auparavant. J'ai appris beaucoup de choses au cours de cette mission, et il faut bien reconnaître qu'être sollicité pour contribuer à la réflexion stratégique de l'institut était à la fois gratifiant et stimulant, autant pour moi que pour tous les chercheurs et ingénieurs avec qui je travaillais.

J'ai eu par la suite de nombreuses occasions d'échange et de collaboration avec Catherine Esnouf, qui est devenue directrice scientifique adjointe du secteur de l'alimentation. J'y ai toujours pris beaucoup de plaisir et d'intérêt, en particulier lorsqu'elle a coordonné l'exercice de prospective « duALIne » sur les enjeux et défis de

l'alimentation durable, un sujet aujourd'hui majeur, sur lequel je continue de faire des conférences, ou d'aider à leur organisation.

À CE MOMENT-LÀ, LES CHERCHEURS EN NUTRITION SOLLICITENT LES SCIENCES SOCIALES. COMMENT GÉREZ-VOUS CELA ?

Lorsque Marion Guillou et le collège de direction ont décidé de faire de l'alimentation une priorité de l'Inra, de développer les recherches sur les relations entre l'alimentation et la santé, et de « faire jouer au maximum les synergies entre équipes et unités », je n'ai eu aucune difficulté à entrer dans cette logique, du fait de ma familiarité avec mes collègues des autres disciplines et en particulier de la nutrition.

Dès le début de ma carrière, j'ai eu des relations avec les chercheurs en nutrition à l'Inra et à l'Inserm, en particulier grâce au CNERNA. Ces relations se sont intensifiées de façon progressive avec le développement des recherches de l'Inra dans le domaine de l'alimentation humaine. En 1998, j'ai été nommé au conseil scientifique du département Nutrition, alimentation et sécurité alimentaire (NASA) auquel j'ai participé jusqu'en 2001. J'y ai fait la connaissance de Xavier Lerverve, avec qui j'ai eu le plaisir de travailler lorsqu'il m'a demandé de rejoindre la commission d'évaluation des laboratoires de nutrition de l'Inra qu'il présidait. J'ai eu ainsi l'occasion de découvrir sa personnalité à la fois fascinante, par sa capacité à entrer instantanément dans tous les sujets de recherche, et très attachante par la qualité des relations qu'il savait établir avec tous ses interlocuteurs. Quand Marion Guillou a proposé à Xavier Lerverve de diriger le département Nutrition, puis le secteur de l'alimentation humaine à l'Inra, j'avais donc déjà une idée assez claire de la façon dont il concevait les sciences sociales et leur rôle à venir dans la stratégie de l'institut.

Habitué à analyser les rapports de force et les relations asymétriques, les chercheurs en sciences sociales ont toujours été très sensibles au risque d'instrumentalisation par les disciplines biotechniques historiquement dominantes au sein de l'institut. À la fin des

années 1970, le chef du département ESR, Jean-Claude Tirel, avait coutume de dire : « *Les autres départements de l'Inra se tournent vers notre département quand ils ont besoin de comptables ou de voyantes : des comptables pour savoir ce que coûte et rapporte ce que l'on a fait, des voyantes pour prédire le futur. En dehors de cela, on ne les intéresse pas* ». C'était à peine caricatural : à l'époque de la technologie toute puissante, on pensait que la technologie serait le moteur et le sujet de toutes les recherches. Au début des années 2000, la situation a changé du tout au tout. Avec l'arrivée des pathologies liées à la surabondance alimentaire (maladies cardiovasculaires, cancers, obésité, diabète de type 2), il s'agit de comprendre des phénomènes dont la dimension sociale n'est pas moins importante que la dimension biologique. Xavier Lerverve en avait parfaitement conscience. Peu après sa prise de fonction à l'Inra, il m'a dit qu'il allait développer les relations avec le département Sciences sociales, et je lui ai fait part des réserves probables de mes collègues vis-à-vis d'approches trop mécaniques, trop déterministes. « *Je te rassure tout de suite, m'a-t-il répondu, je ne suis pas ingénieur, je suis médecin, et je sais très bien que face à des pathologies, le traitement que j'indiquerai sera efficace huit fois, mais pas la 9^e fois, et je ne sais pas pourquoi. Donc je comprends très bien les effets des variables cachées, des variables qu'on a oublié de prendre en compte, des effets de système. Je suis tout à fait prêt, je comprends tout ce que vous me dites en sciences sociales, parfois beaucoup mieux que ce que me disent les technologues, qui font une expérimentation et évaluent toujours le même résultat* ».

De fait, les collaborations avec le monde de la nutrition se sont développées sans difficulté. Lorsque le laboratoire a été associé au démarrage du Centre de recherche en nutrition humaine (CRNH) d'Île-de-France, Arnaud Basdevant, qui était chef du service de nutrition à l'Hôtel-Dieu, professeur de nutrition et chercheur à l'Inserm, est venu à Ivry pour discuter des perspectives de collaboration avec les chercheurs du laboratoire. Je me souviens très bien de son introduction

qui mettait en avant l'importance des déterminants économiques et sociaux de l'obésité, et l'attente des médecins pour que les sciences sociales les aident à mieux comprendre ces phénomènes. Son intervention était à la fois intelligente et subtile. Elle a levé les dernières craintes d'instrumentalisation qui pouvaient encore subsister au sein du laboratoire. D'ailleurs, les questions relatives à la prise de poids et au développement de l'obésité ont fait l'objet de nombreux travaux originaux de sciences sociales, et pas seulement à l'Inra.

Mon rôle de directeur était de gérer ces demandes le mieux possible, avec pour objectif de ne pas trop solliciter les jeunes chercheurs, mais de les amener à prendre conscience progressivement de la nécessité d'intégrer cette évolution de notre environnement dans leurs anticipations. J'ai fait en sorte que les chercheurs du laboratoire se consacrent à des sujets pour lesquels les collaborations pouvaient déboucher sur des publications, et je me suis chargé des tâches d'administration ou d'expertise liées à ces collaborations, comme, par exemple, les réunions sur la mise en place d'un CRNH en Île-de-France, l'expertise de l'Inserm sur les programmes de prévention et de prise en charge de l'obésité, ou encore la participation au groupe chargé d'élaborer le cadre de référence des chartes d'engagement et de progrès nutritionnel des entreprises prévues par le deuxième Plan national nutrition santé.

Des collaborations se sont établies durablement. Nicole Darmon, qui travaillait dans l'équipe de Serge Hercberg au CNAM lorsque je l'ai rencontrée, a commencé à travailler avec des chercheurs du laboratoire à cette période. Elle est maintenant directrice de recherche à l'Inra, et publie régulièrement avec des économistes, par exemple avec France Caillavet sur l'alimentation des populations précaires et avec Louis-Georges Soler sur l'impact environnemental des régimes alimentaires. Depuis les réserves ou les réticences initiales, les choses ont vraiment changé, et, aujourd'hui, tous ces travaux pluridisciplinaires vont de soi au sein de l'institut.

EN 2005, VOUS QUITTEZ LA DIRECTION DU CORELA. OÙ EN EST VOTRE PROGRAMME DE RECHERCHE ? QUE DEVIENT LE CORELA ?

Début 2005, France Caillavet, qui était directrice adjointe, a été nommée directrice du CORELA. Après neuf années de direction, parfois prenantes malgré la petite taille de l'unité, j'ai pu consacrer davantage de temps à mes travaux de recherche et à l'expertise.

Le programme de recherche des économistes du laboratoire avait progressé grâce à un accès plus facile aux données, qui permettait des analyses économétriques de la demande alimentaire s'appuyant sur des données individuelles originales : les séries harmonisées des enquêtes alimentaires de l'INSEE et les données des panels d'achats. J'ai pu m'appuyer sur ces travaux pour les cours et les conférences que l'on me demandait très régulièrement, et aussi pour les exercices de prospective, mais je ne pouvais pas maintenir un investissement suffisant dans ce domaine pour produire des recherches méthodologiquement originales ; j'ai donc choisi d'investir plus fortement dans les travaux d'économie expérimentale. Ce choix résultait aussi du constat de l'importance croissante de l'information dans les choix des consommateurs face à des produits très différenciés. Même en ayant recours à des données détaillées et à des modélisations sophistiquées, il n'est pas facile d'identifier et de quantifier l'impact de l'information sur la demande, qu'il s'agisse de l'information sur les caractéristiques des produits ou des recommandations nutritionnelles visant à préserver la santé publique. L'approche expérimentale m'apparaissait de plus en plus comme un complément indispensable à l'analyse économétrique de la demande, en permettant l'identification directe des effets de l'information sur les choix des consommateurs.

J'ai donc poursuivi le programme de recherche initié avec l'équipe d'analyse sensorielle de Sylvie Issanchou. Nous avons montré que l'on pouvait travailler avec des échantillons de consommateurs sélectionnés aléatoirement dans la population générale, et combiner les méthodes de l'évaluation sensorielle et celles de l'économie expérimentale,

pour inciter les participants à révéler leurs préférences. Nos recherches se sont ensuite orientées vers la comparaison des méthodes de révélation des consentements à payer (enchères, troc et expériences de choix). Avec Christine Lange, nous avons pu tester différentes méthodes pour évaluer les rôles respectifs du goût et de la notoriété sur le consentement à payer pour le Champagne, à la suite d'une demande de la société Mumm-Perrier-Jouët, qui avait été très intéressée par les résultats de nos premiers travaux.

Je me suis ensuite intéressé à l'évaluation du consentement à payer pour les caractéristiques environnementales des aliments. Outre la question générale de savoir si le consentement à payer des consommateurs peut suffire pour qu'une politique de préservation de l'environnement reposant sur les forces du marché soit efficace, un point important était de parvenir à séparer les dimensions privées (goût, santé) et publiques (préservation de l'environnement) dans les motivations des consommateurs. Est-ce qu'en achetant un produit « éco-labellisé » (bio par exemple), j'accepte de payer une prime plutôt pour ma santé ou plutôt pour l'environnement ? J'ai travaillé sur cette question avec Douadia Bougherara, qui a fait sa thèse sur l'éco-labellisation à l'ENESAD¹⁵ à Dijon, puis avec Lucie Sirieix et Didier Tagbata, lorsqu'il faisait sa thèse à l'ENSAM¹⁶ à Montpellier sur les produits du commerce équitable. En comparant les certifications environnementales et éthiques, on peut séparer les effets et identifier des groupes de consommateurs dont les motivations sont égoïstes ou altruistes. C'est un sujet que j'ai encore approfondi en travaillant avec Sabrina Teyssier et Fabrice Étilé sur une expérimentation pour démêler les motivations altruistes en termes d'estime de soi et d'image sociale.

Une question méthodologique qui m'a occupé, et qui reste ouverte, est celle de la comparaison des consentements à payer mesurés au laboratoire et de ceux que l'on peut estimer à partir des choix

¹⁵ Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon.

¹⁶ École nationale supérieure agronomique de Montpellier.

observés dans des environnements « naturels », magasins, restaurants ou cafétérias par exemple. Une partie de la thèse d'Émilie Ginon, que j'ai codirigée avec Sylvie Issanchou, a été consacrée à ce sujet. Nous avons également conduit des expériences pilotes à la cantine du centre Inra de Dijon. Nous avons observé que les expériences de choix donnent des résultats comparables à ceux des enchères tant que l'on reste au laboratoire, mais les effets deviennent beaucoup plus faibles dès que les expériences sont menées dans un environnement « naturel ». C'est un résultat que nous avons retrouvé dans l'expérimentation en conditions réelles conduite en 2016 dans 40 supermarchés tests et 20 supermarchés témoins pour comparer les effets des quatre logos en concurrence pour l'information nutritionnelle simplifiée des consommateurs. Les résultats montraient que le logo Nutri-score était le plus efficace et confirmaient les expérimentations en laboratoire conduites par nos collègues de l'unité Inra-GAEL¹⁷ à Grenoble, mais l'ampleur des effets était 17 fois plus faible !

Le développement de mes travaux d'économie expérimentale m'a conduit à établir beaucoup de relations durables avec mes collègues de Dijon, de Grenoble, d'Oslo (avec Frode Alfnès et Kyrre Rickertsen sur le cabillaud d'élevage), mais aussi à Ivry avec mes voisins du LORIA (Laboratoire d'organisation industrielle agroalimentaires). Avec Éric Giraud-Héraud et Pascale Bazoche, tous deux au LORIA, nous avons beaucoup travaillé sur le vin. C'est un sujet inépuisable, que j'avais abordé à Dijon avec les expériences sur le Champagne, puis à CORELA, avec Sébastien Lecocq et Michael Visser, à l'occasion d'un travail sur l'estimation des prix hédoniques des vins de Bordeaux et de Bourgogne. La collaboration avec Éric Giraud-Héraud et Pascale Bazoche a très bien fonctionné, et nous avons continué à faire équipe dans le cadre d'un projet européen sur la réduction de l'utilisation des pesticides.

En parallèle, j'avais été sollicité par Louis-Georges Soler, le directeur du



Paris, 17 octobre 2007, Séminaire Franco-Japonais.

LORIA, et Serge Herberg pour discuter des mesures économiques envisageables dans le cadre du deuxième Plan national nutrition santé. Les discussions avaient abouti à l'idée des chartes d'engagement et de progrès nutritionnel, dont le but était d'inciter les entreprises à améliorer la composition nutritionnelle de leurs produits. En 2006, Louis-Georges Soler et moi avons participé au comité qui a élaboré le référentiel fixant les règles de fonctionnement de ces chartes, puis nous avons ensemble préparé la création de l'Observatoire de la qualité de l'alimentation (OQALI) chargé de suivre les progrès réalisés par les entreprises et les secteurs signataires de chartes d'engagement. Cette création est devenue officielle en février 2008.

Toutes ces collaborations étaient significatives de convergences de fait entre les des deux unités, CORELA et LORIA. Le rapprochement, souhaité également par le département SAE¹⁸, s'est concrétisé au début de 2008 par la fusion des deux laboratoires et la création d'une nouvelle unité ALISS (alimentation et sciences sociales). L'analyse des politiques alimentaires, nutritionnelles et sanitaires était l'axe fédérateur d'ALISS. Il s'agissait d'analyser les réactions des producteurs et des consommateurs aux actions politiques envisagées (taxes nutritionnelles par exemple), d'en estimer les effets attendus, et surtout

inattendus, et enfin d'en mesurer les impacts effectifs. La question des effets inattendus, ou plutôt non intentionnels, est, bien sûr, la plus intéressante. En Grande-Bretagne, par exemple, la politique de promotion des fruits et légumes a augmenté la demande. C'est l'effet intentionnel, mais comme l'offre n'a pas augmenté aussi vite, ce sont les prix qui ont augmenté, et donc les consommateurs les plus modestes, ceux visés par la politique, ont été pénalisés. C'est l'effet non intentionnel. Dans le même registre, on peut imaginer que l'information nutritionnelle obligatoire pourrait inciter les producteurs à baisser les prix sur les produits de moins bonne qualité nutritionnelle, ce qui à nouveau aurait un impact non souhaitable sur les populations les plus modestes. Enfin dans nos expérimentations sur la réduction de l'utilisation des pesticides dans la production des pommes, nous avons montré, avec Éric Giraud-Héraud et Pascale Bazoche, que la signalisation d'un usage raisonné non seulement ne provoquait pas d'augmentation du consentement à payer, mais qu'elle entraînait une baisse du consentement à payer pour les pommes issues de la production traditionnelle. On a ainsi compris pourquoi les producteurs étaient réticents à adopter la production raisonnée. Tous ces exemples montrent que pour estimer les chances que des politiques alimentaires soient efficaces, il faut regarder à la fois du côté de l'offre et du côté de la demande. C'était le projet initial d'ALISS, et il me semble qu'il continue de se développer dans de très bonnes conditions.

¹⁸ « Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement », nouvel intitulé du département d'Économie et de sociologie rurales.

¹⁷ Laboratoire d'économie appliquée de Grenoble.

Paris, 29 janvier 2010, Bernard Guy-Grand, président de l'Institut Benjamin Delessert décerne le prix Benjamin Delessert 2010 à Pierre Combris pour ses travaux. Il fait ensuite une conférence « Comprendre et maîtriser l'évolution de l'alimentation : que faut-il attendre des économistes ? ».



VOUS AVEZ ACQUIS UNE GRANDE EXPERTISE SUR LES PROBLÉMATIQUES ALIMENTAIRES QUI VOUS VAUT D'ÊTRE TRÈS SOLlicitÉ. POUVEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

J'ai, en effet, été très sollicité, et je le suis encore. Beaucoup de ces sollicitations ont concerné l'action des pouvoirs publics dans le domaine de la sécurité, de la santé et de l'information des consommateurs. J'ai déjà évoqué ma participation à la création de deux observatoires, au groupe d'élaboration des chartes d'engagement du deuxième PNNS (Programme national nutrition santé), et à l'expertise collective de l'Inserm sur l'obésité.

De 2003 à 2012, j'ai été membre du Conseil national de l'alimentation (CNA), où j'ai été rapporteur du groupe de travail sur l'alimentation des personnes âgées, puis président du groupe de travail sur la mise en œuvre d'un

système de profils nutritionnels permettant d'accéder aux allégations de santé. L'expérience du CNA, qui m'a permis de côtoyer les représentants de tous les groupes concernés par l'alimentation, a été extrêmement instructive. J'y ai vu s'exprimer très clairement les intérêts des uns et des autres. J'ai été surpris, en particulier, de voir les tensions qui pouvaient se manifester entre les différentes directions ministérielles, et j'ai bien compris comment les compromis pouvaient se former. Les groupes de travail permettent aux représentants des différents intérêts d'exposer en détail leurs arguments, mais quand vient le moment de rédiger la synthèse, la prise en compte de tous les points et le choix des formulations est un travail de haute précision, qui peut durer jusqu'à la dernière minute avant le vote des participants. Au moins, les discussions sont transparentes, et il me semble que l'expérience du CNA

pourrait inspirer des actions pour encadrer les pratiques de lobbying.

À la suite de ma participation, en 2005, à l'expertise collective de l'Inserm consacrée aux programmes de prévention et de prise en charge de l'obésité, j'ai été beaucoup sollicité sur ce thème. Cette expertise m'a donné l'occasion d'approfondir la littérature économique sur le sujet. Les discussions avec les médecins ont toujours été intéressantes, en particulier sur la question des arbitrages entre plaisir immédiat et plaisir futur (les préférences intertemporelles), un sujet sur lequel certains d'entre eux m'ont impressionné.

La question de l'efficacité des actions visant à modifier les comportements s'est trouvée très souvent au cœur des discussions. C'est un sujet sur lequel les connaissances ont beaucoup évolué. Longtemps a prévalu l'idée que le manque de connaissances nutritionnelles des consommateurs était la cause principale des comportements alimentaires préjudiciables à la santé. Une meilleure information pouvait donc suffire à modifier les comportements. Je suis frappé de voir à quel point les choses ont évolué à la fois du côté de la santé publique qui a intégré les concepts de l'économie (les contraintes) et de la sociologie (les normes), et du côté des chercheurs en sciences sociales qui ont pris la mesure de leur capacité à se saisir de la question des liens entre l'alimentation et la santé. J'ai eu beaucoup de plaisir à suivre de près cette évolution, et à y contribuer, dans la mesure de mes moyens, à chaque fois que l'occasion s'est présentée.

AU COURS DE VOS EXPERTISES, VOUS AVEZ TRAVAILLÉ AVEC LES MILIEUX INDUSTRIELS OU DE LA GRANDE DISTRIBUTION. COMMENT AVEZ-VOUS EU AFFAIRE AUX PRATIQUES D'INFLUENCE ?

Avec un regard rétrospectif, je suis frappé par le contraste entre une première partie de ma carrière pendant laquelle les travaux de l'Inra sur la consommation alimentaire n'intéressaient manifestement pas beaucoup les milieux économiques, et une seconde partie au cours de laquelle les sollicitations sont devenues de plus en plus nombreuses. Je pense que cette

Colloque du Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé (FFAS), en novembre 2014, à Paris.



évolution est liée au fait que la connaissance de la demande alimentaire a pris une grande importance stratégique, et que l'alimentation est devenue un sujet de santé publique majeur où l'intervention des pouvoirs publics s'est accentuée.

Mes premiers contacts avec l'industrie alimentaire ont été indirects. À l'Inra, ce sont mes collègues du secteur de la nutrition qui m'ont demandé de participer à des réunions organisées par la Fondation française pour la nutrition (FFN), pour présenter les enquêtes de consommation sur lesquelles je travaillais à l'époque. J'ai fait, à cette occasion, la connaissance de spécialistes en nutrition et santé publique, en particulier Luc Méjean et Serge Hercberg, qui travaillaient sur les enquêtes alimentaires. J'ai aussi découvert les méthodes des enquêtes nutritionnelles, qui, à cette époque, n'étaient pas utilisées par les sciences sociales. Les collaborations étaient encore limitées. Je ne connaissais rien de la FFN. J'ai appris beaucoup plus tard qu'il s'agissait d'une structure créée à l'initiative de l'industrie alimentaire (l'ANIA¹⁹ et Lesieur) par deux grandes figures de la nutrition, Henri Bour et Jean Trémolières. L'objectif était de soutenir le développement de la recherche en nutrition, et « d'entretenir le dialogue entre les milieux scientifiques et les milieux professionnels de l'industrie alimentaire ». L'intelligence du dispositif, qui a assuré sa pérennité jusqu'à aujourd'hui, a été de garantir l'indépendance complète des scientifiques et l'organisation des débats et de la communication sur la base de connaissances validées.

J'ai beaucoup collaboré avec cette structure en intervenant et en organisant des conférences. De 2002 à 2011, j'ai été membre du conseil d'administration de l'Institut français pour la nutrition (IFN, nouveau nom de la Fondation française pour la nutrition, qui juridiquement n'était pas une fondation), puis j'ai participé au démarrage et aux groupes de travail du Fonds français pour l'alimentation et la santé (FFAS), créée en 2011 pour prendre le

¹⁹ Association nationale des industries alimentaires.



© Fondation Nestlé France

Paris, 4 octobre 2016, débat à la Fondation Nestlé France, Louis-Georges Soler et Pierre Combris.

relai de l'IFN, à l'initiative conjointe de Jean-René Buisson, président de l'ANIA, et Xavier Leverage, directeur scientifique à l'Inra. En 2019, j'en ai été élu président.

Ces structures (FFN, IFN, FFAS) ont attiré des scientifiques qui y ont trouvé des occasions d'échange, un soutien matériel pour organiser des conférences, et des financements pour des projets de recherche. Issues de l'initiative de l'industrie et fonctionnant grâce à des fonds privés, ces structures ont été fréquemment accusées d'être des outils de lobbying au service de l'industrie alimentaire. Ces accusations sont insupportables pour les scientifiques qui ont adhéré à ces structures, et qui aujourd'hui participent aux activités du FFAS, car elles impliquent qu'ils n'auraient aucune indépendance. Si des scientifiques contribuent à ces activités, c'est précisément parce qu'ils savent que leur indépendance est assurée, en particulier parce que toutes les instances (du conseil d'administration, aux groupes de travail) sont paritaires et que les questions scientifiques sont discutées entre scientifiques. Par exemple, lorsque le FFAS a proposé de réaliser une expérimentation randomisée contrôlée pour tester l'efficacité du Nutri-score et de ses concurrents, les scientifiques, dont je faisais partie, qui ont mis en place le protocole et suivi le test, ont été accusés d'être à la solde de l'industrie et de favoriser ses manœuvres pour retarder le développement de l'information nutritionnelle simplifiée. Ces accusations étaient

blesantes, et surtout sans fondement, car cette expérimentation a évidemment été conduite dans les règles de l'art scientifique et en toute indépendance. Elle a montré que les trois systèmes proposés par l'industrie et par la grande distribution étaient moins efficaces que le Nutri-score. Lorsque nous avons présenté nos conclusions, il y a eu des discussions techniques avec toutes les parties prenantes, mais aucun acteur économique ne s'est jamais permis de mettre en cause la qualité du travail effectué ou d'intervenir pendant son déroulement.

Au-delà de cet exemple, dans les différentes occasions de collaboration que j'ai eues avec l'industrie ou la grande distribution (Danone, Nestlé, Ferrero, Casino), je n'ai jamais vu de tentative pour influencer une position ou biaiser l'interprétation de résultats scientifiques. Bien sûr, les entreprises ne développent pas des contacts avec les chercheurs par pur altruisme, ou par souci désintéressé du bien commun. Elles vont évidemment dans le sens de leurs intérêts bien compris, qui consistent à entretenir de bonnes relations avec la recherche, à être au plus près des informations pertinentes pour conduire leurs stratégies et à entretenir leur image en finançant des projets de portée générale. Je ne vois rien à redire à cela. Il m'est aussi arrivé d'être confronté à du pur lobbying, et même à des tentatives grossières d'influence dans une expertise, je sais faire la différence. Dans tous les cas, l'ironie m'a paru la meilleure réponse.



Séance de l'Académie d'Agriculture de France du 17 avril 2019, « La réglementation est-elle un obstacle ou un stimulant à l'innovation pour les Industries agroalimentaires ? », Intervention de Pierre Combris « La réglementation peut favoriser l'innovation, améliorer le fonctionnement du marché et la compétitivité des entreprises : l'hypothèse de Porter ».



À l'occasion de la séance de l'Académie d'Agriculture de France (AAF), du 17 avril 2019 à Paris, photos des intervenants et organisateurs : de droite à gauche, Pierre Combris, Bertrand Hervieu (Président honoraire de l'AAF), l'avocate Nicole Coutrelis, Pierre Gondé (Mc Cain Foods, Président du Groupe de Travail Qualité Nutritionnelle de l'ANIA), et Jean-Michel Wal.

AUJOURD'HUI, LES RECHERCHES SUR LA CONSOMMATION PRENNENT EN COMPTE ÉGALEMENT LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE. QUEL EST VOTRE POINT DE VUE SUR CETTE QUESTION ?

Depuis une dizaine d'années, je m'intéresse de plus en plus à la dimension environnementale de l'alimentation. En 2010 et 2011, j'ai participé à la « réflexion stratégique du ALIne » sur l'alimentation durable conduite par l'Inra et le Cirad, qui avait pour objectif de faire le bilan de l'évolution des systèmes alimentaires et d'identifier les questions de recherche prioritaires pour relever les défis de l'augmentation de la

population et du dérèglement climatique. À la même période, les publications reliant l'alimentation, la santé et l'environnement se sont multipliées, en particulier dans les grandes revues comme *Nature* ou bien *Science*. Je leur ai donné de plus en plus d'importance dans mes conférences, en particulier celles destinées aux étudiants, qui seront confrontés à ces questions tout au long de leur vie professionnelle. À l'Académie d'agriculture, j'ai organisé récemment une séance pour faire le point sur le sujet à l'occasion de la publication, en 2019, de deux rapports clés, celui de la commission EAT-Lancet consacré à l'alimentation saine et durable

et celui du GIEC²⁰ sur le réchauffement climatique et les terres émergées. Dans le cadre de l'Académie d'agriculture, j'ai pu préparer cette séance avec des spécialistes du climat qui ont contribué à différents rapports du GIEC, et ainsi bien comprendre leur façon de travailler et vérifier que j'utilisais correctement leurs résultats. Dans mon rôle de président du Fonds français pour l'alimentation et la santé, j'ai également poussé à une prise en compte systématique de la dimension environnementale, qui s'est déjà traduite dans notre

²⁰ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Académie d'Agriculture de France, séance de dédicace par Pierre Combris de son livre *A la table de l'Homo economicus. De la subsistance à l'abondance*. À sa gauche, Jean-François Molle et Christiane Mercier ; à sa droite, Ismène Giachetti, Hervé This, Jean-Michel Wal et Jean Mane.



programme de conférences. Enfin, chaque année, je fais des conférences à la demande d'universités populaires de la Drôme, où je passe désormais l'essentiel de mon temps. Les questions liées à l'impact environnemental de nos comportements alimentaires suscitent un grand intérêt et des attentes auxquelles j'essaye de répondre en m'appuyant sur une littérature scientifique maintenant abondante, qu'il me paraît utile de faire connaître le plus possible.

Toutes ces activités m'ont permis d'acquérir une certaine familiarité avec le sujet, et je vois aujourd'hui la question environnementale comme la grande priorité. J'ai aussi compris qu'il serait nécessaire que l'alimentation joue un rôle beaucoup plus important que je ne le pensais dans les actions à entreprendre pour maîtriser le réchauffement climatique. Un article publié dans *Science*, en novembre 2020, montre que la poursuite de l'évolution de nos systèmes alimentaires sur les bases actuelles n'est, en effet, pas une option souhaitable, puisqu'elle suffirait à elle seule à entraîner un dépassement des 2°C de réchauffement, même si tous les autres secteurs parvenaient à la neutralité carbone. Il va donc falloir beaucoup de recherche pour relever ce défi.

Heureusement, les scientifiques ont clairement pris la mesure du problème, et j'ai constaté avec plaisir que le département ÉcoSocio du nouvel INRAE était complètement engagé dans la problématique des systèmes alimentaires durables. Je collabore encore occasionnellement avec mes anciens collègues sur ces questions, en particulier sur la question de l'information permettant de guider les consommateurs vers une alimentation plus durable. Au cours de deux conférences récentes, que j'ai préparées avec elle, Nicole Darmon a exposé en détail la nécessité d'intégrer toutes les dimensions de la durabilité, mais aussi les difficultés qui pouvaient surgir pour, à la fois, maximiser le bénéfice nutritionnel et minimiser l'impact environnemental. Trouver le chemin optimal n'est pas facile. Il faut pour cela une bonne information nutritionnelle et environnementale sur les produits. Lors de ces conférences, nos collègues de



© INRAE / Combris

Randonnée en famille dans les Alpes valaisannes en été 1992, « des moments indispensables pour le plaisir et pour garder l'équilibre ».

l'ADEME²¹ ont expliqué les problèmes qu'il faut aujourd'hui résoudre pour progresser dans ce sens. Je m'intéresse de près à ces questions dans le cadre du comité scientifique de Num-Alim, une société coopérative d'intérêt collectif, qui a pour objectif de créer une plateforme de données sur les produits alimentaires, et aussi dans le cadre de la section Alimentation humaine de l'Académie d'agriculture qui s'intéresse aux indicateurs simplifiés sur les caractéristiques des produits, le Nutri-score et le futur Éco-score. On aura compris que le lien entre alimentation et environnement est la question qui me paraît centrale aujourd'hui. J'essaye donc de me rendre utile en y consacrant un peu de mon temps.

Quand je suis entré à l'Inra pour travailler sur la consommation alimentaire et sur les comportements des consommateurs, je n'imaginai pas qu'un jour le thème de l'alimentation deviendrait un des trois piliers de l'institut, avec l'agriculture et l'environnement. Dans la mesure de mes moyens, j'ai participé à cette évolution, et j'en ai aussi profité, puisque j'ai été porté et stimulé par l'intérêt croissant pour ce thème et les enjeux qui y sont attachés.

En terminant ce témoignage, je tiens à dire que passer ma vie professionnelle à l'Inra a été une grande chance et un grand plaisir. Une grande chance, parce que l'Inra, comme aujourd'hui INRAE, a toujours combiné les avancées de la science et les questions très concrètes. Ce n'est pas de la recherche académique,

ni de la recherche appliquée, mais « de la recherche finalisée » pour reprendre l'heureuse formule de Marion Guillou.

Les chercheurs sont là pour s'attaquer à des questions concrètes tout en faisant de la science. Pour atteindre cette fin, il faut choisir les outils adaptés ou, s'ils n'existent pas, en développer de nouveaux. C'est en cela que c'est de la recherche. En revanche, on n'est pas dans de la recherche académique, c'est-à-dire que ce n'est pas le développement de la discipline qui nous guide. Ce n'est pas parce qu'une question n'a pas été explorée qu'il faut s'y investir, c'est parce qu'on veut contribuer à apporter des solutions à des problèmes très concrets, comme la réduction de l'impact de l'alimentation sur le dérèglement climatique, que je viens d'évoquer.

Travailler à l'Inra a aussi été un grand plaisir du fait des nombreuses rencontres de collègues de tous horizons, parce que les opportunités d'échanges et de collaborations y sont non seulement nombreuses, mais aussi encouragées. Là encore, j'ai eu la chance de travailler sur un thème particulièrement propice à la pluralité des approches, et je me suis toujours senti à l'aise avec cette façon de voir les choses. Les nombreuses collaborations évoquées tout au long de ce témoignage ont été autant d'occasions de rencontrer des personnalités intéressantes et souvent attachantes, et de découvrir de nouveaux points de vue. Tous les projets n'ont pas abouti, mais je retiens que les collaborations qui ont été les plus durables se sont développées parce que l'institution avait su ménager des espaces de liberté favorable aux échanges. Parfois le libre-échange a du bon...

²¹ Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.